

---

# Documents sauvegardés

Samedi 3 octobre 2020 à 19 h 14

19 documents

---

Par Université Paul Sabatier

# Sommaire

## Documents sauvegardés • 19 documents

	21 juillet 2020		
<b>Le Monde</b>	<b>En Biélorussie, l'opposition s'unit contre Loukachenko</b>	... fini avec la fronde populaire qui ébranle son pouvoir. Las, l'autocrate qui gouverne la <b>Biélorussie</b> depuis plus de vingt-cinq ans doit désormais composer avec une opposition devenue plus organisée, plus ...	<b>4</b>
	1 août 2020		
<b>Le Monde</b>	<b>La Biélorussie, théâtre d'une « révolution de femmes »</b>	... nuit tombée, devant une foule de plusieurs milliers de personnes à Gomel, petite ville de <b>Biélorussie</b> , c'est elle, Svetlana Tsikhanovskaïa, qu'on acclame en faisant tanguer les lumières des téléphones sur ...	<b>6</b>
	3 août 2020		
<b>Libération</b>	<b>BIÉLORUSSIE</b>	... <b>BIÉLORUSSIE</b> Tsikhanovskaïa, l'atout coeur de l'opposition A une semaine de la présidentielle, Svetlana Tsikhanovskaïa, qui se présente contre l'autocrate Loukachenko, draine les foules. Une mobilisation jamais vue depuis le ...	<b>9</b>
	3 août 2020		
<b>Le Monde</b>	<b>Des miliciens russes s'immiscent dans l'élection biélorusse</b>	... l'air de touristes russes, étaient dans le pays pour « déstabiliser la situation lors des <b>élections</b> ». Suspectés de fomenter des actions « terroristes », les hommes ont été placés en détention, provoquant l'ire ...	<b>11</b>
	8 août 2020		
<b>Le Figaro</b>	<b>Biélorussie : Loukachenko défié par le réveil de l'opposition</b>	... ans, au pouvoir depuis vingt-six ans, il brigue dimanche un sixième mandat lors d' <b>élections</b> traditionnellement jouées d'avance. Mais cette fois, le scrutin se déroule dans un contexte inédit pour ...	<b>13</b>
	10 août 2020		
<b>Le Figaro</b>	<b>En Biélorussie, l'ombre de la peur sur la présidentielle</b>	<b>BIÉLORUSSIE</b> Les vieux réflexes sont de retour. Le président Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994 et qui brigait dimanche un sixième mandat, a utilisé les moyens dont il est coutumier face au ...	<b>15</b>
	11 août 2020		
<b>Libération</b>	<b>Après l'élection, la répression</b>	... <b>BIÉLORUSSIE</b> <b>Biélorussie</b> La rue résiste, Loukachenko réprime Après les premières estimations annonçant la réélection du président au pouvoir depuis 1994, des manifestations violentes ont éclaté dans des dizaines de villes. Une grève ...	<b>17</b>
	11 août 2020		
<b>Les Echos</b>	<b>Loukachenko réélu en Biélorussie, mais désavoué par la foule</b>	... mort, des dizaines de blessés, plus de 3.000 interpellations... Le bilan est lourd en <b>Biélorussie</b> après les manifestations de dimanche soir contre la réélection d'Alexandre Loukachenko. Les résultats officiels ont ...	<b>19</b>
	14 août 2020		
<b>Libération</b>	<b>En Biélorussie, femmes et ouvriers minent le système Loukachenko</b>	... l'argent de Loukachenko que pour augmenter le parc immobilier de la ville - RUSSIE Minsk <b>BIÉLORUSSIE</b> - connaissait jeudi après-midi la toute première grève de son histoire, de mémoire d'employé. Alyksandr ...	<b>21</b>

	18 août 2020		
<b>Le Monde</b>	<b>Mobilisation historique en Biélorussie</b>	... son lancement, la contestation contre la réélection d'Alexandre Loukachenko à la tête de la <b>Biélorussie</b> a connu, dimanche 16 août, un tournant historique. Certes, l'autocrate au pouvoir depuis 1994 est ...	<b>23</b>
	19 août 2020		
<b>Le Monde</b>	<b>Le dilemme biélorusse de Moscou</b>	... à Moscou. « Loukachenko a toujours mené un double jeu. Mais qu'à l'approche des <b>élections</b> il ait vendu à l'Ouest une rhétorique antirusse, cela, Poutine ne le pardonne pas », affirme ...	<b>26</b>
	20 août 2020		
<b>Le Figaro</b>	<b>Biélorussie : l'Europe marche sur un fil de crainte de braquer Moscou</b>	... virtuellement, pour un sommet extraordinaire, les dirigeants européens accentuent la pression sur Alexandre Loukachenko. Les <b>élections</b> présidentielles du 9 août en <b>Biélorussie</b> « n'ont été ni libres ni équitables. Nous ne reconnaissons ...	<b>28</b>
	24 août 2020		
<b>Le Monde</b>	<b>Svetlana Tsikhanovskaïa, visage de la contestation</b>	... tête du pays depuis vingt-six ans ? Et pourtant. C'est, à l'issue de <b>élections</b> massivement falsifiées, qu'elle a fait vaciller le président Alexandre Loukachenko, entraînant la rue à se ...	<b>30</b>
	24 août 2020		
<b>La Croix</b>	<b>Le régime biélorusse garde la main</b>	... dans les rues des grandes villes du pays ce week-end, pour réclamer de nouvelles <b>élections</b> et dénoncer la violence des forces de sécurité. Malgré les barrages filtrants et les avertissements du ...	<b>32</b>
	27 août 2020		
<b>Le Monde</b>	<b>« En Biélorussie, la peur a changé de camp »</b>	... à reprendre vos activités politiques en raison des menaces pesant sur votre mari, emprisonné en <b>Biélorussie</b> ? La campagne électorale a été difficile : tous les soirs, je devais décider si je continuais ou ...	<b>34</b>
	29 août 2020		
<b>Le Figaro</b>	<b>Poutine prêt à lancer ses troupes sur Minsk</b>	<b>BIÉLORUSSIE</b> La Russie a constitué une « réserve » de forces de l'ordre pour intervenir en <b>Biélorussie</b> , si la situation dégénérait. Interviewé sur la chaîne d'État Rossiya, Vladimir Poutine a clairement indiqué ...	<b>37</b>
	5 septembre 2020		
<b>Le Monde</b>	<b>Loukachenko, dernier vestige soviétique</b>	... dans sa résidence de Minsk, uniforme noir et kalachnikov à la main, pour que la <b>Biélorussie</b> , au lieu de trembler de peur, éclate de rire. C'était le 23 août. A quelques ...	<b>39</b>
	14 septembre 2020		
<b>Le Figaro</b>	<b>Valeri Tsepkaïo : « Moscou doit obliger le président à parler à l'opposition »</b>	... Valeri TSEPKALO.- Nous n'avons pas d'élite à proprement parler en <b>Biélorussie</b> . Elle ne s'est jamais constituée parce que Loukachenko change sans cesse le personnel politique. En vingt-six ans ...	<b>42</b>
	21 septembre 2020		
<b>Le Figaro</b>	<b>Quel avenir pour la Biélorussie ?</b>	... de personnes continuent de défiler dans les rues de Minsk et des principales villes de <b>Biélorussie</b> , malgré la répression qui s'accroît et le refus d'Alexandre Loukachenko d'ouvrir tout dialogue ...	<b>44</b>

## Le Monde

## Nom de la source

Le Monde

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

p. 3



Mardi 21 juillet 2020

Le Monde • p. 3 • 531 mots

## En Biélorussie, l'opposition s'unit contre Loukachenko

Claire Gatinois

Après avoir maté la foule de protestataires, emprisonné ses principaux opposants et barré les candidatures de ceux qui auraient eu l'audace de le défier dans les urnes pour l'élection présidentielle du 9 août, Alexandre Loukachenko, 65 ans, pensait en avoir fini avec la fronde populaire qui ébranle son pouvoir. Las, l'autocrate qui gouverne la Biélorussie depuis plus de vingt-cinq ans doit désormais composer avec une opposition devenue plus organisée, plus solidaire et plus inventive.

Le 16 juillet, les femmes représentant les trois grandes figures de l'opposition ont annoncé se réunir derrière la candidature de Svetlana Tikhanovskaya. La mère de famille est l'épouse du blogueur Sergueï Tikhanovski, qui prétendait concourir à l'élection avant d'être mis derrière les barreaux le 29 mai pour « trouble à l'ordre public ». L'homme, connu du grand public via une chaîne YouTube, avait parcouru au printemps les villes et les campagnes de l'ex-pays soviétique pour recueillir les griefs d'une population lassée des dérives autoritaires du chef d'Etat, de son incurie et de sa désinvolture envers l'épidémie de Covid-19. Sa campagne avait pour unique thème de mettre fin au règne de M. Loukachenko, surnommé « le cafard ». En dépit des menaces, sa femme avait, in fine, fait valider sa candidature à la place de son mari.

L'ex-banquier, Viktor Babariko, autre candidat menaçant pour Loukachenko, a, lui, été emprisonné en juin, au motif de malversations supposées au sein de la banque russe Belgazprombank qu'il dirigeait. Enfin, les prétentions électorales de l'ancien diplomate et homme d'affaires, Valery Tsepkalo, ont, elles, été balayées par la commission électorale le 14 juillet, invalidant des milliers de signatures sur les 100 000 nécessaires.

### Opposants plus ou moins fantoches

Semblant vouloir donner au scrutin un vernis démocratique, la commission a finalement retenu les candidatures d'opposants plus ou moins fantoches, mais aussi celle de Mme Tikhanovskaya, méprisée par M. Loukachenko. Personne, alors, n'imaginait que la femme, apolitique et piètre oratrice, pourrait soulever les foules. En fédérant autour d'elle les équipes de M. Babariko et de Tsepkalo, soit tout ce que la Biélorussie compte d'opposants, la candidature de Mme Tikhanovskaya a pris une nouvelle envergure. « Nous allons vers la victoire ! » affirme-t-elle, jointe par le biais de WhatsApp.

La victoire, vraiment ? Dans une élection qui, pas plus que les précédentes, n'obéira aux standards internationaux, personne n'imagine que Mme Tikhanovskaya puisse franchir les portes du pouvoir. L'enjeu est ailleurs.

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



L'opposition, après avoir été tentée par le boycott du scrutin, entend inciter les Biélorusses à voter. « Nous ne cherchons en aucun cas à légitimer les élections. Elles sont truquées. Mais nous devons encore défendre notre vote, qui sera notre force dans la lutte pour des élections libres et équitables », explique l'épouse du blogueur. « Au final, le système électoral ne sera pas moins contrôlé que les autres fois, mais la démarche permet de redonner de la vigueur à l'opposition pour trois semaines », estime l'analyste politique Artyom Shraibman.

M. Loukachenko, qui méprise tous les rappels à l'ordre de la communauté internationale, pourra faire taire la foule par son arme favorite, la force. Mais, quelle que soit l'issue de la campagne, il ne fait plus de doute que le sexagénaire n'est plus ce président autoritaire qui fut, malgré tout, bien-aimé.

## Le Monde

## Nom de la source

Le Monde

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

p. 4



Samedi 1 août 2020

Le Monde • p. 4 • 1409 mots

## La Biélorussie, théâtre d'une « révolution de femmes »

Svetlana Tsikhanovskaïa confirme son statut de figure d'une opposition déterminée à renverser Loukachenko

Nicolas Ruisseau et Claire Gatinois

Moscou correspondance - Il y a encore quelques mois, elle n'était qu'une simple femme au foyer. Une mère de famille sans histoire, modeste et effacée, vivant dans l'ombre d'un mari devenu la star des réseaux sociaux, un homme volubile et politisé, prêt à en découdre avec le pouvoir. Mais ce dimanche 26 juillet, à la nuit tombée, devant une foule de plusieurs milliers de personnes à Gomel, petite ville de Biélorussie, c'est elle, Svetlana Tsikhanovskaïa, qu'on acclame en faisant tanguer les lumières des téléphones sur l'air de L'Estaca, que les Espagnols entonnaient pour se libérer de Franco. Celui que fredonnaient aussi les Polonais de Solidarnosc avant de faire tomber le régime communiste.

Cette nuit-là, Svetlana Tsikhanovskaïa, 37 ans, a confirmé son statut de figure d'une opposition déterminée à mettre fin au règne d'Alexandre Loukachenko, premier et unique président de Biélorussie depuis l'effondrement de l'empire soviétique. « Je n'ai plus peur », a-t-elle dit à l'assemblée.

A Minsk, la capitale, comme dans la province biélorusse où la trentenaire mène campagne pour l'élection présidentielle du 9 août, la même scène se répète, subjuguant les politistes qui croient voir naître une « révolution de

femmes ». Une révolution « des » femmes car Svetlana n'est pas seule. A ses côtés, Veronika Tsepkalo et Maria Kolesnikova. Toutes trois parlent au nom de leur homme.

Svetlana Tsikhanovskaïa, la première, a lancé sa candidature pour remplacer son mari, Sergueï Tikhonovski, youtubeur ultra-populaire, qui avait sondé dans les campagnes biélorusses la colère des petites gens contre les dérives de Loukachenko et sa gestion désastreuse du Covid-19 avant d'être placé en détention fin mai.

La seconde, Veronika Tsepkalo, est l'épouse de Valery Tsepkalo, candidat refoulé par la commission électorale le 14 juillet, qui a, depuis, fui la Biélorussie avec ses enfants. La troisième, Maria Kolesnikova, est directrice de campagne de Viktor Babariko, ancien banquier mis en prison pour de présumées exactions fiscales.

### Une nouvelle force

Pensant que le pays mépriserait, comme lui, une femme qui ne sait même pas tenir une arme, Loukachenko a autorisé la candidature de Mme Tsikhanovskaïa, refusant celle de tous les autres candidats « sérieux ». Personne n'imaginait alors que l'épouse du blogueur mènerait une vraie campagne. La trentenaire,

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



apolitique et apeurée, savait que les autorités pourraient lui retirer la garde de ses deux enfants au moindre prétexte.

Mais, depuis, Agnia, 4 ans et demi, et Korney, 7 ans, à qui elle avait assuré que leur père était « en voyage d'affaires », ont été mis à l'abri quelque part dans l'Union européenne. Et Svetlana, épaulée par Veronika et Maria, s'est découvert une nouvelle force. « Ce qui nous arrive est sans précédent. Nous pensions tous que Svetlana ne serait qu'une candidate "technique" mais elle parvient à remuer les foules, à Minsk, comme ailleurs. Habituellement, la contestation se concentre uniquement dans la capitale, c'est inouï », observe Andrej Dynko, journaliste biélorusse.

« Alexandre Loukachenko comptait sans doute sur la misogynie du peuple biélorusse. Mais Svetlana a été plus fine. Elle reste une femme, au sens traditionnel du terme, qui agit par amour de son pays et de son mari », souligne Alesia Rudnik, analyste politique membre du cercle de réflexion biélorusse Center for New Ideas. De fait, Svetlana Tsikhanovskaïa ne prétend pas prendre le pouvoir mais le redonner. Si elle venait à être élue, elle promet d'organiser des élections démocratiques et transparentes pour que le peuple puisse, enfin, choisir son président. Dans ses meetings, il n'est donc pas question d'idéologie, de gauche, de droite, de libéralisme ou de socialisme. L'enjeu se résume à mettre fin au règne de plus d'un quart de siècle de Loukachenko.

« Svetlana doit jouer le rôle de la Jeanne d'Arc biélorusse. Je le lui ai dit. Je crois en elle », affirme Valery Tsepka, interrogé mercredi 29 juillet depuis Moscou où il s'est réfugié, confiant toutefois « avoir peur pour sa femme ». Le lende-

main, cette dernière affirmait que des inconnus avaient kidnappé sa soeur durant quelques heures, mais restait déterminée à poursuivre le combat. « Nous avons, cette fois, une vraie chance de gagner la présidentielle. On sent que le mur commence à craquer. Tout dépendra des commissions électorales », insiste M. Tsepka.

De fait, le chef de l'Etat semble avoir définitivement perdu le coeur des électeurs. Dans les rues de Minsk, les graffitis moquent sa disgrâce d'un « Sacha 3 % », présumant qu'Alexandre (Sacha) Loukachenko ne recueillerait plus que 3 % d'opinions favorables. La réalité serait moins cruelle. Si aucun sondage n'est autorisé, les études officielles lui octroient de 25 % à 35 % des suffrages. Un score bien moindre que les 80 % qu'il revendique à chaque élection depuis 1994, et désormais inférieur à celui de sa rivale, Svetlana Tsikhanovskaïa, créditée d'un peu plus de 35 % des intentions de vote.

Pourquoi ? Et surtout pourquoi maintenant ? Après vingt-six ans au pouvoir, il semble que la pandémie de Covid-19 ait fait basculer les derniers électeurs acquis à l'autocrate. « Après des années de crise qui ont usé le pouvoir, le coronavirus a servi de déclencheur », atteste Tadeusz Giczka, chercheur biélorusse basé à Londres. « Il y avait une sorte de contrat social entre le président et les Biélorusses fondé sur l'idée que l'absence de libertés était compensée par la protection qu'il offrait contre le voisin russe. Avec lui, il n'y aurait pas d'annexion comme en Crimée. Il était le président qui protège », souligne-t-il.

En méprisant la dangerosité du Covid-19 selon lui une « psychose » que l'on soigne au grand air et à coups de

vodka, le « père du peuple » a trahi. « Les Biélorusses étaient devenus apolitiques et résignés. Ils observaient les répressions à Minsk mais cela les concernait peu. Le coronavirus les menace directement. Cela les a obligés à réfléchir », pense Alesia Rudnik.

« Loukachenko pensait pouvoir tromper la société devenue silencieuse, lui raconter des histoires, lui faire peur. Rien de tel ne s'est produit. Une nouvelle génération a grandi [et] les gens ont repris conscience », a commenté le 22 juillet la prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch, lors d'un entretien à Radio Free Europe.

### Menace d'une répression armée

Face à ce qui pourrait signer le début de sa fin, Alexandre Loukachenko s'isole et brandit la menace d'une répression armée. Fuyant les meetings, rechignant à octroyer des accréditations à la presse étrangère, il passe en revue ses bases militaires. « Notre tâche est de prévenir la destruction de l'Etat », a expliqué Andreï Ravkov, le secrétaire d'Etat au conseil de la sécurité nationale. Mardi, la télévision progouvernementale a diffusé les images de l'entraînement de l'unité « 3 214 », rattachée au ministère de l'intérieur. Les troupes, qualifiées de « zombies » - elles auraient subi un lavage de cerveau, dit-on, afin de se consacrer à « sauver le pays et le président » -, seraient sollicitées pour disperser la foule en cas d'émeutes.

Selon l'ONG de défense des droits de l'homme Viasna, plus de 1 100 personnes ont déjà été interpellées et placées en détention depuis les premières manifestations de mai. Et Alexandre Loukachenko menace de ne pas en rester là. « Il n'y aura pas de Maïdan en Biélorussie

», a-t-il prévenu en juin, en référence à la révolte populaire en Ukraine parvenue en 2014 à renverser le pouvoir. L'homme est convaincu que le soulèvement biélorusse est le fruit d'une manipulation des forces de l'étranger.

Cette thèse a été appuyée par l'arrestation, mercredi 29 juillet, d'une trentaine de membres présumés de la milice privée russe Wagner. Accusés d'être des nervis du Kremlin, ces hommes sont suspectés par les autorités biélorusses « de préparation d'actes de terrorisme », visant à déstabiliser la campagne présidentielle. La Russie a démenti toute interférence. « La Russie et le Bélarus sont des alliés, les partenaires les plus proches », a assuré Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin. « Cette histoire se répète à chaque élection. Mais c'est la première fois que Loukachenko accuse la Russie », note le chercheur Tadeusz Giczan.

A l'approche du scrutin, personne n'ose croire à un grand soir en Biélorussie. Mais l'on se prend à espérer que Loukachenko puisse envisager sa succession. « On ne croit pas à des élections libres, mais on pense que le président comprendra que son temps est fini. Les gens ne veulent plus de lui », explique Svetlana Tsikhanovskaïa.

« Cela ne peut durer plus longtemps/ C'est sûr, il tombera, tombera, tombera/ Bien verrouillé, il doit être déjà/Si tu le tires fort par ici/Et que je le tire fort par là/C'est sûr, il tombera, tombera, tombera/Et nous pourrions nous libérer », dit la chanson L'Estaca, reprise en chœur par la foule de Gomel, petite ville de Biélorussie.



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 3 août 2020

Libération • p. 1,6,7 • 1039 mots

## BIÉLORUSSIE

Par Justine Salvestroni Envoyée spéciale à Brest (Biélorussie)

**BIÉLORUSSIE** Tsikhanovskaïa, l'atout coeur de l'opposition A une semaine de la présidentielle, Svetlana Tsikhanovskaïa, qui se présente contre l'autocrate Loukachenko, draine les foules. Une mobilisation jamais vue depuis le début des années 90 de la part d'un peuple qui s'estime méprisé par le Président, au pouvoir depuis 1994.

p. 1



p. 6



**T**sikhanovskaïa, la voix de l'opposition pages 6-7 Al'ombre des pins du parc Voinov-Internatsionalistov de Brest (sud-ouest du pays), 15 000 personnes chantent, applaudissent et agitent le drapeau blanc et rouge, symbole de la Biélorussie indépendante. Ils sont venus écouter Svetlana Tsikhanovskaïa, qui a tenu dimanche l'un de ses principaux meetings dans cette grande ville à la frontière polonaise.

Dimanche 9 août, cette paisible mère de famille de 37 ans, novice en politique (lire son interview ci-contre), affrontera dans les urnes l'autocrate Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994. Les mêmes scènes de liesse se répètent, jour après jour, ville après ville, depuis plusieurs semaines. Une mobilisation exceptionnelle pour le pays, pas vue depuis le début des années 90, après la chute de l'URSS. De mémoire de jeune manifestant, c'est donc inédit. Nikita, 25 ans, n'a jamais connu d'autre président que Loukachenko et attend de Svetlana Tsikhanovskaïa «un meilleur futur pour tous les Biélorusses, dans tous les domaines et surtout, la liberté. Elle veut le bien de tous !» s'enthousiasme-t-elle. «Je pense que Svetlana sera notre prochaine présidente, enchaîne Alesia, 40 ans. Je la soutiens parce que c'est

SERGEI GRITS. AP

une femme, une personne gentille et que je n'en peux plus de Loukachenko !» «Une transition de six mois avant des élections libres» La candidate, arrivée presque par hasard dans la course à la présidentielle, après l'arrestation de son mari, est l'adversaire la plus redoutable qu'ait eu à affronter Alexandre Loukachenko, habitué à des scores supérieurs à 80% et au bourrage des urnes. Pourtant, Svetlana Tsikhanovskaïa, qui fait équipe avec Veronika Tsepikalo, dont le mari, privé du droit de se présenter, s'est réfugié à Moscou, et Maria Kolesnikova, l'ancienne directrice de campagne de Viktor Babaryka, emprisonné, n'a pas de programme.

«Elle le dit dans tous ses meetings, elle ne veut pas être présidente, explique son conseiller, Anton Radnianski. L'objectif, c'est de battre Loukachenko, d'assurer une transition de six mois, puis d'organiser des élections libres.» Une position qui permet le rassemblement de toutes les sensibilités d'opposition, rendu possible également parce que ce sont des femmes qui ont fait équipe : «Loukachenko a tendance à sous-estimer les femmes, et de manière

© 2020 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200803-LI-162054541



générale le KGB ne sait pas trop comment réagir face à elles. Pour l'instant, nous avons été tranquilles, mais rien ne dit que nous ne serons pas arrêtés avant l'élection.» Au moins 1 100 personnes ont été appréhendées entre mai et juillet, 200 condamnées à des peines de prison, selon Viasna, une association de défense des droits de l'homme. Des opposants, blogueurs et journalistes ont dû quitter le pays. «Pour nous, c'est impossible d'être en Biélorussie en ce moment, nous sommes une cible facile du KGB, témoigne un journaliste d'un média indépendant, joint par téléphone, et qui souhaite garder l'anonymat. Beaucoup de mes collègues ont été arrêtés, et beaucoup sont partis, à Vilnius ou à Varsovie par exemple. Je pense que je suis plus utile en écrivant depuis l'étranger qu'en étant en prison.» Cette répression répond à la mobilisation sans précédent déclenchée par le Covid. Dans le déni et le délire, le Président est un fier représentant de l'équipe «grippette», et assène depuis plusieurs mois que le coronavirus se soigne à coups de séances de vodka-sauna ou au grand air, de préférence sur un tracteur.

«Loukachenko a fait preuve d'un mépris incroyable envers son peuple, explique Valeria Kostyugova, analyste du think tank Nashe Mnenie («notre opinion»). Il s'en est pris aux familles des victimes, il a blâmé les morts, n'a rien fait pour équiper les hôpitaux avec des respirateurs. Finalement, il y a eu une campagne de crowdfunding pour les hôpitaux, 350 000 dollars ont été récoltés, c'est une première en Biélorussie. Les gens se sont rendu compte qu'en cas de problème, les autorités ne font rien, mais qu'ils pouvaient agir ensemble et obtenir des résultats. Cette première expérience d'action commune les a encouragés à agir.» Coup de canif dans le contrat so-

cial. Déjà, en 2017, Loukachenko avait promulgué la loi dite «anti-parasites» qui prévoyait que les chômeurs payent des amendes pour leur inactivité. La mesure avait provoqué de nombreuses manifestations, et mis un grand coup de canif dans le contrat social qui liait le Président aux 10 millions de Biélorusses depuis son arrivée au pouvoir. «Les services médicaux, la gratuité de l'éducation, les salaires très bas qui n'augmentent pas, Loukachenko a supprimé beaucoup de lignes du contrat social ces dernières années, reprend Valeria Kostyugova. Dans ces conditions, difficile de continuer à jouer le petit père du peuple à blâmer l'Occident et le capitalisme.» Le développement des nouvelles technologies, avec deux fois plus d'habitants connectés à Internet qu'il y a dix ans, a permis à la population d'avoir accès à l'information et de s'organiser. Sur Telegram, les mêmes de Loukachenko sont un grand classique. Populaire à ses débuts, président proche du peuple mais ancré dans le passé soviétique (sa grande ambition était de faire de son pays une URSS en mieux), Loukachenko est de plus en plus défié. Les sondages sont un privilège d'Etat, difficile donc d'avoir une idée précise de la popularité du Président. Les dernières estimations fiables datent d'avril, soit avant les manifestations, et donnent le chef de l'Etat à 25-30 % d'opinions favorables.

«L'enjeu de cette élection, c'est de faire comprendre aux Biélorusses que le Président n'est pas élu légitimement, de montrer qu'il ne peut pas faire plus de 50% des voix, explique Anton Radnikou. Pour la première fois, ce n'est pas l'opposition qui doit se défendre, mais Loukachenko. Notre stratégie, c'est de renforcer l'opposition, de mobiliser l'opinion. Pour l'après-9 août on verra

bien !» Dimanche, sur la scène, Svetlana Tsikhanovskaïa, souriante, promet aux Biélorusses qu'elle peut «tout changer». Mais les chances d'une victoire - autrement dit, de mettre fin au régime autoritaire de Loukachenko - sont extrêmement minces. Dès le lendemain du scrutin, les rassemblements politiques seront à nouveau interdits. «Mais au moins, conclut Valeria Kostyugova, il y aura une prise de conscience et les mentalités auront changé.» ?

### Illustration(s) :

Photo TATYANA ZENKOVICH. EPA. MAXPPP

Svetlana Tsikhanovskaïa lors de son meeting à Brest dimanche.

## Le Monde

## Nom de la source

Le Monde

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

p. 3



Lundi 3 août 2020

Le Monde • p. 3 • 698 mots

## Des miliciens russes s'immiscent dans l'élection biélorusse

Des hommes, présumés affiliés au groupe Wagner, ont été arrêtés à Minsk

Nicolas Ruisseau et Claire Gatinois

Moscou correspondance, - On les décrit comme les hommes des basses oeuvres de Moscou. Efficaces. Féroces. Sans merci. Mais avaient-ils pour mission de faire tomber celui que l'on désigne comme le dernier dictateur d'Europe ? Rien n'est moins sûr. L'arrestation, mercredi 29 juillet, à Minsk, de trente-trois hommes, présumés affiliés à la milice privée russe Wagner, a plongé dans le désarroi nombre de spécialistes en géopolitique.

Selon l'agence d'information liée au gouvernement biélorusse, Belta, les paramilitaires appréhendés dans un hôtel Resort, où ils n'avaient pas l'air de touristes russes, étaient dans le pays pour « déstabiliser la situation lors des élections ». Suspectés de fomenter des actions « terroristes », les hommes ont été placés en détention, provoquant l'ire de Moscou.

« Nous espérons bien que nos alliés biélorusses s'expliqueront sur cet incident le plus vite possible et que nos citoyens seront libérés », a déclaré vendredi 31 juillet le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, jugeant l'arrestation de ses concitoyens « sans fondement ».

### Contestation populaire

Tout en confirmant que les hommes offi-

ciaient bien pour une société de sécurité privée, mais sans la nommer, M. Peskov a démenti toute entreprise de déstabilisation en Biélorussie. « Il est évident que ça ne peut être le cas, la Russie et la Biélorussie sont des alliés, les partenaires les plus proches. » « Leur séjour n'était lié ni à la Biélorussie ni à ses affaires internes », a-t-il ajouté, prétendant que les hommes étaient en transit pour un pays tiers. Selon le journal russe Novaïa Gazeta, quinze des trente-trois hommes travaillaient bel et bien pour Wagner ou avaient des liens avec le groupe paramilitaire. Selon le procureur général d'Ukraine à Kiev, vingt-huit sont suspectés d'avoir participé au conflit dans le Donbass, dans l'est de l'Ukraine, aux côtés des séparatistes pro-russes. Vendredi, Kiev a affirmé qu'il réclamerait l'extradition de ces derniers.

L'arrestation de ces hommes intervient à quelques jours du scrutin présidentiel prévu pour le 9 août. Alexandre Loukachenko, qui règne sur le pays depuis 1994, remporte habituellement haut la main ces élections réalisées au mépris de toutes les règles de transparence.

Mais après avoir exclu la plupart de ses opposants et jeté en prison plus d'un millier de manifestants et activistes, le chef d'Etat affronte une contestation populaire inédite. La foule, fatiguée de sa

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200803-LM-1582536

gestion autoritaire et ulcérée par sa non-chalance face au Covid-19, se masse dans le meeting de celle qui est devenue la principale figure de l'opposition, Svetlana Tsikhanovskaïa, la femme du blogueur Sergueï Tsikhanovski, qui avait qualifié Loukachenko de « cafard » avant d'être mis derrière les barreaux fin mai.

En accusant les miliciens présumés d'être à l'origine d'un complot visant à le faire tomber, Alexandre Loukachenko répète une rhétorique déjà usée. Membres de la CIA formés en Georgie, anarchistes venus de Pologne ou de Lituanie... chaque élection est ponctuée d'une menace terroriste servant de prétexte à renforcer les contrôles policiers. Cette fois-ci, Alexandre Loukachenko, qui a pris l'habitude de zigzaguer entre l'Occident et la Russie, pourrait aussi chercher à « envoyer un signal clair à l'Occident », permettant de justifier une répression massive, pense Sergueï Chaly, commentateur politique biélorusse cité par Radio Svoboda. « Cela dit que si quelque chose de grave se produit (...), les observateurs étrangers devront garder à l'esprit que Loukachenko ne se bat pas seulement contre l'opposition interne, mais aussi contre une tentative de coup d'Etat inspirée par la Russie », détaille-t-il.

### Erreur grossière

Il reste que, jusqu'à présent, Alexandre Loukachenko n'avait jamais pris pour cible la Russie. A en croire Tadeusz Giczán, chercheur biélorusse basé à Londres, le président a sans doute commis ici une grossière erreur. Alexandre Loukachenko et Vladimir Poutine ne s'apprécient guère.

Et bien qu'alliés historiques, les deux

pays entretiennent des relations tendues, en particulier depuis la fin de 2019, lorsque Loukachenko avait dénoncé les efforts russes pour accélérer l'approfondissement de l'Union Russie-Biélorussie, y voyant une tentative de faire de Minsk un vassal.

Mais en dépit de ces tensions, les analystes estiment que la Russie n'avait aucun intérêt à précipiter la chute du président biélorusse. Et en s'en prenant aux miliciens de Wagner, Alexandre Loukachenko s'expose désormais à de possibles représailles russes, souligne M. Giczán, s'aliénant un partenaire qui aurait pu le soutenir.

**LE FIGARO****Nom de la source**

Le Figaro

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

Samedi 8 août 2020

Le Figaro • no. 23632 • p. 9 • 966 mots

**Biélorussie : Loukachenko défié par le réveil de l'opposition**

L'homme fort de Minsk, au pouvoir depuis 1994, brigue dimanche sa réélection face à Svetlana Tikhanovskaïa, qui a repris le flambeau de son mari emprisonné.

*Barluet, Alain*

p. 9



**E**UROPE Alexandre Loukachenko n'a pas renoncé à ses rodomontades. Dans son dernier discours à la nation, cette semaine, le président biélorusse n'hésitait pas à présenter son pays comme un havre de paix et de stabilité dans un monde en plein chaos. C'est le même aplomb qu'il affichait, récemment encore, en décrivant l'épidémie de Covid-19 comme une simple « *psychose* ». Ces dernières semaines, toutefois, l'arrestation de plusieurs centaines de personnes trahissait la nervosité du satrape de Minsk. À 65 ans, au pouvoir depuis vingt-six ans, il brigue dimanche un sixième mandat lors d'élections traditionnellement jouées d'avance. Mais cette fois, le scrutin se déroule dans un contexte inédit pour au moins deux raisons, outre le coronavirus : une brouille à couteaux tirés avec la Russie et le réveil spectaculaire de l'opposition.

Dans son discours, Loukachenko a d'ailleurs fait le lien entre ces deux menaces en dénonçant une « *tentative évidente d'organiser un massacre au centre de Minsk* », pas moins... Allusion à une ténébreuse affaire défrayant la chronique depuis dix jours : l'arrestation, en juillet, de 33 mercenaires supposés du groupe Wagner, cette société militaire privée russe, faux nez du

Kremlin en Syrie, en Libye et sur d'autres fronts sensibles. Selon les enquêteurs biélorusses, ces paramilitaires - qui selon Minsk seraient au total plus de 200 en vadrouille dans le pays - travaillaient main dans la main avec l'opposition pour organiser des troubles pendant la présidentielle.

Un « *spectacle* » monté de toutes pièces, a dénoncé la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, pour laquelle ces hommes « *coupables de rien* » étaient en fait en « *transit* » vers un pays d'Amérique latine. Moscou exige leur retour. Ils sont aussi réclamés par Kiev, qui les accuse d'avoir combattu aux côtés des séparatistes dans l'Est ukrainien. Tandis que le ton montait avec la Russie, Minsk a lancé cette semaine des exercices militaires impliquant 3 000 soldats, l'aviation et la défense antiaérienne. Dans la foulée, Moscou a déployé à son tour des effectifs comparables, appuyés par des blindés lourds, le long de sa frontière avec la Biélorussie.

Ce dimanche, Alexandre Loukachenko sera surtout défié par une opposition qui a redressé la tête de façon spectaculaire, mobilisant depuis trois mois des dizaines de milliers de personnes dans les rues - plus qu'on en avait vu depuis les années 1990, après la chute de

© 2020 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200808-LF-822x20x21264489035

l'URSS. C'était encore le cas jeudi soir, à l'appel de la principale figure de l'opposition, Svetlana Tikhanovskaïa. Cette ancienne professeur d'anglais de 37 ans était novice en politique et inconnue du public jusqu'en mai, lorsqu'elle a repris le flambeau porté par son mari, Sergueï Tikhanovski, un blogueur très populaire qui venait d'être arrêté.

Un autre candidat de l'opposition dans la course présidentielle, Viktor Babryko, a lui aussi été jeté en prison. Cet ex-banquier avait été pendant vingt ans à la tête de la Belgazprombank, principale banque privée du pays et filiale locale de la Gazprombank russe. Depuis, sa directrice de campagne, Maria Kolesnikova, ainsi que Veronika Tsepkalo, la femme d'un autre opposant, en exil, ont apporté leur soutien à Svetlana Tikhanovskaïa. Un trio d'opposantes contre lequel Alexandre Loukachenko se déchaîne, brocardant ces « nanas » et proclamant qu'« on ne dirige pas un pays en sortant de nulle part ». Entre autres pressions, la directrice de campagne de Svetlana Tikhanovskaïa a été brièvement interpellée cette semaine.

Comme avant chaque élection, Alexandre Loukachenko n'hésite pas à faire vibrer la corde de la souveraineté de son petit pays de neuf millions d'habitants et à agiter l'épouvantail du complot. Le président biélorusse est prompt à ruer dans les brancards face à Moscou, en dépit d'une intégration économique, militaire et sécuritaire poussée avec la Russie. Dénonçant toute « vassalisation », notamment à travers un projet d'union entre les deux alliés en chantier depuis les années Eltsine, il a fait des appels du pied à l'Union européenne et aux États-Unis, au grand dam de Moscou.

Les relations bilatérales connaissent des

accès de fièvre réguliers qui se sont accrus depuis 2019 et l'échec de pourparlers sur les prix préférentiels des hydrocarbures russes. Invité sur la place Rouge, fin juin, pour les commémorations de la fin de la « Grande Guerre patriotique », l'ombrageux dirigeant biélorusse ne s'est guère attardé aux côtés de Vladimir Poutine. Et il a depuis poussé la crise de confiance près du point de rupture.

Ses concitoyens, eux, lui reprochent surtout l'effondrement de leur pouvoir d'achat et l'absence de perspectives. Son ancienne promesse - des salaires à 500 dollars - a certes été atteinte il y a dix ans et n'a pas été réévaluée depuis. Les années 2000, où la croissance économique, dopée par le raffinage pétrolier et l'accès privilégié au marché russe, était l'une des plus élevées au monde, ne sont plus qu'un vieux souvenir. L'amenuisement des subventions russes a contribué à plongé la Biélorussie dans la crise sans que des réformes économiques - le cheval de bataille des « libéraux » - aient été lancées. Avec le Covid-19, la défiance s'est encore accrue, Loukachenko niant purement et simplement la présence du virus. Résultat, le pays affiche l'un des taux de contamination les plus élevés du monde.

« *Le régime Loukachenko est confronté à la crise la plus grave de son histoire* », estime Andreï Porotnikov, qui dirige le Belarus Security Blog, un site d'analyse indépendant. « *Stagnation économique, pires relations avec le Kremlin depuis trente ans, mécontentement interne croissant, épidémie de coronavirus*, énumère cet analyste. *Dans les mois à venir, on saura si la combinaison de tous ces facteurs donne lieu à une situation propice au renversement du pouvoir en*

*place.* »

*Le régime Loukachenko est confronté à la crise la plus grave de son histoire*  
ANDREÏ POROTNIKOV,

DIRECTEUR DU Belarus Security Blog

**Note(s) :**

[abarluet@lefigaro.fr](mailto:abarluet@lefigaro.fr)

**LE FIGARO****Nom de la source**

Le Figaro

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

Lundi 10 août 2020

Le Figaro • no. 23633 • p. 8 • 510 mots

## En Biélorussie, l'ombre de la peur sur la présidentielle

Alexandre Loukachenko, qui briguit dimanche un sixième mandat, a fait arrêter des opposants et des journalistes.

*Barluet, Alain*

p. 8



**B** **IÉLORUSSIE** Les vieux réflexes sont de retour. Le président Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994 et qui briguit dimanche un sixième mandat, a utilisé les moyens dont il est coutumier face au réveil de l'opposition : l'intimidation et les arrestations. Après une campagne au cours de laquelle la candidate surprise, Svetlana Tikhonovskaïa, ex-professeur d'anglais de 37 ans, a fait descendre dans les rues des dizaines de milliers de personnes - du jamais vu depuis plusieurs années -, le chef de l'État a verrouillé le scrutin.

Craignant pour sa sécurité, Mme Tikhonovskaïa, qui a repris en mai dernier le flambeau de son mari emprisonné, a dû passer la nuit de samedi dans un endroit tenu secret. Sa directrice de campagne a été interpellée. De même, Maria Kolesnikova, l'une des trois femmes qui se sont imposées à la tête de l'opposition, a été brièvement détenue par le FSB biélorusse. La troisième membre du trio, Véronika Tsepkaïa a quitté Minsk, la capitale biélorusse, pour rejoindre son mari, un opposant en exil, à Moscou, ajoutant aux interrogations sur les relations, plus que jamais complexes, entre la Biélorussie et son grand voisin russe. Au total, quelque 1 300 personnes auraient été arrêtées avant les

**élections.** Parmi eux, des journalistes, la presse étrangère s'étant vue, quant à elle, largement refusée les accréditations pour « couvrir » le scrutin.

### Tensions avec Moscou

Officiellement pour cause de Covid-19 - une simple « *psychose* » avait pourtant proclamé Loukachenko -, les observateurs indépendants et internationaux, déjà peu nombreux, n'ont pas eu accès aux bureaux de vote. Selon eux, des fraudes importantes étaient à craindre. Au grand dam de l'opposition, un tiers des votes auraient été effectués par anticipation, rendant plus aisées les manipulations. Svetlana Tikhonovskaïa et ses soutiens avaient demandé à leurs électeurs de porter un ruban blanc au poignet en signe de reconnaissance. Par ailleurs, à en croire les réseaux sociaux, quelque 20 000 militaires ont été déployés autour de Minsk.

Avec son langage sans fard, Alexandre Loukachenko a dit son refus de voir des « *nanas* » inexpérimentées briguer la direction du pays et promis de ne pas « *perdre le contrôle* » de la situation. L'homme fort de Minsk a également actionné des « leviers » traditionnels, en se présentant comme le seul garant de la stabilité du pays et en agitant le spectre d'un « *complot* », ourdi par l'opposition en lien avec des mercenaires russ-

© 2020 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200810-LF-822x20x21342649179



es du groupe Wagner. Trente-trois de ces paramilitaires ont été arrêtés en juillet sur le territoire biélorusse, renforçant les tensions avec Moscou qu'Alexandre Loukachenko a mis en cause. Un coup de fil très médiatisé, à la veille du scrutin, entre le président biélorusse et Vladimir Poutine - qui se seraient notamment expliqués sur l'« affaire Wagner » - visait à calmer le jeu. En dépit de ses fougades et de l'usure de son pouvoir, l'ombrageux Alexandre Loukachenko - déjà réélu en 2015 avec 89 % des voix -, reste manifestement la meilleure option pour son allié russe.

**Note(s) :**

[abarluet@lefigaro.fr](mailto:abarluet@lefigaro.fr)



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mardi 11 août 2020

Libération • p. 1,8,9 • 1071 mots

## Après l'élection, la répression

Par Justine Salvestroni Envoyée spéciale à Minsk

**BIÉLORUSSIE Biélorussie** La rue résiste, Loukachenko réprime Après les premières estimations annonçant la réélection du président au pouvoir depuis 1994, des manifestations violentes ont éclaté dans des dizaines de villes. Une grève générale devrait être annoncée.

p. 1



p. 8



p. 9



pages 8-9 Le réveil a été difficile, lundi matin, pour les dizaines de milliers de Biélorusses, qui ont manifesté contre Alexandre Loukachenko et pour la très populaire candidate de l'opposition unie, Svetlana Tsikhanovskaïa.

Le Président affiche un score dans la moyenne de ses cinq précédents mandats: 80,2 %. Signe que le mécanisme des fraudes est bien huilé mais peu flexible. Les autorités n'ont accordé à sa rivale qu'un irréaliste et mesquin 9,9 %. La ville a retrouvé son calme, après une nuit historiquement agitée, qui pourrait être suivie de bien d'autres, puisque Svetlana LETTONIE LITUANIE BIÉLORUSSIE POLOGNE Tsikhanovskaïa a refusé de reconnaître sa défaite, déclarant devant la presse que c'était elle la gagnante des élections: «Je crois mes yeux. Et ce que je vois, c'est que la majorité est avec nous.» Ce mardi à midi, une grève générale devait être annoncée.

100 Comme un parfum de victoire Cette mère au foyer, qui s'est engagée en politique après l'arrestation de son mari, Sergueï Tikhonovski, célèbre blogueur et candidat à la présidentielle, n'a pas l'intention de baisser les bras. Au quartier général de l'opposition, de nombreux bénévoles sont accrochés à leur télé-

Photo AP

A Minsk, dans la nuit de dimanche à lundi.

phone depuis dimanche soir. Ils essaient de rassembler des preuves que leur candidate a remporté l'élection : «Nous avons créé une application grâce à laquelle les gens pouvaient enregistrer leur vote en joignant une photo de leur bulletin, explique Vladzimir Stashkevich, un observateur de Honest People, une ONG issue de l'opposition. Svetlana Tsikhanovskaïa y a obtenu 80 % des suffrages.» Soit, rien que pour cette application (lire ci-contre), davantage que le score dont la candidate a été officiellement créditée. «D'après les données que nous avons récoltées, elle obtient en moyenne entre cinq et sept fois plus de voix que ce qui est officiellement annoncé», précise-t-il.

RUSSIE Minsk Si les Biélorusses n'ont aucun doute sur l'illégitimité du résultat, il paraît difficile de s'y opposer. Dimanche soir, lors des manifestations qui ont suivi la fermeture des bureaux de vote, une personne aurait trouvé la mort, selon certaines sources non confirmées. Cinquante autres ont été blessées parmi les civils et 39 chez les policiers, selon les données du ministère de l'Intérieur, qui a également annoncé 3 000 arrestations dans tout le pays. Des chiffres

© 2020 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200811-LI-162262819



probablement sous-estimés.

UKRAINE km Dimanche, les autorités avaient passé la journée à préparer leur réponse à ces protestations de masse. Bus antiémeutes, ballet de véhicules militaires entrés dans la capitale contrôlée par l'armée. Dès 8 heures, il était devenu compliqué de se connecter à Internet. Dans la soirée, le réseau était pratiquement inaccessible. Une méthode particulièrement efficace pour empêcher l'organisation de rassemblements. Malgré la peur des répressions ou de perdre leur travail, les Biélorusses ont savouré pour une nuit le goût d'une mobilisation qui a comme un parfum de victoire. «Ce soir, je me sens courageuse, je me sens libre pour la première fois de ma vie, s'enthousiasme Viktoria, 24 ans. C'est comme si nous vivions dans une démocratie. Quel bonheur ce doit être de pouvoir changer de président, de perspectives, tous les quatre ou huit ans. De toute ma vie, je n'ai connu que le régime de Loukachenko.» Elle est sortie de chez elle prête à finir en prison, avec des affaires dans son sac à dos et un message d'absence laissé à son employeur.

Même Roman, un grand gaillard musclé, la quarantaine, entrepreneur dans le milieu sportif, est un peu nerveux. Mais il a le sourire : «Dimanche, c'était la première fois de ma vie que je votais !» Pour lui, ce sont les «premières élections libres de Biélorussie, parce que même si l'on connaît le résultat à l'avance, au moins le peuple a eu envie de s'exprimer ! C'est complètement nouveau, il y a eu, d'un coup, l'impression que voter pourrait être utile.» Un peu perdue, désordonnée, la foule se déplaçait en fonction des rumeurs - «Ils tirent sur les gens, ici, ils ont construit une barricade !» - et des explosions de grenades sonores antiémeutes, qui aveu-

glent et assourdissent les manifestants. C'est le cas de Dzmitri, 28 ans, complètement étourdi, qui a reçu deux balles en caoutchouc dans la jambe. Les plaies saignent alors qu'il attend une ambulance. Il ne pense même pas à se soigner, dit ne pas sentir la douleur. «Les médecins sur la place Stella m'ont dit de partir en courant», raconte-t-il, encore sonné. Je ne pensais pas que ça serait aussi violent.» Ces attaques n'ont pas entièrement douché l'opposition, qui organisait lundi soir une nouvelle manifestation, non officiellement soutenue par Svetlana Tsikhanovskaïa.

«ENCORE COINCÉS EN UNION SOVIÉTIQUE» Au lever du soleil lundi, la ville avait retrouvé son calme, comme si rien ne s'était passé. Pour certains, la bataille est terminée et la parenthèse enchantée offerte par Svetlana Tsikhanovskaïa s'est refermée. «Le changement, ils ne l'auront pas aujourd'hui, mais peut-être dans un mois ou dans un an. L'important, c'est que la société se soit réveillée, estime Aleana, employée dans le secteur privé, 27 ans. J'aurais vraiment aimé que Svetlana Tsikhanovskaïa gagne, mais nous savions que c'était perdu d'avance. Je ne suis même pas allée manifester. Je suis triste, je suis déçue, mais j'essaie de rester optimiste, le changement finira par arriver !» Même déception résignée pour Andrey, un coursier de 30 ans, qui porte encore au poignet son bracelet blanc, symbole de l'opposition : «Alexandre Loukachenko est un dictateur, nous avons cru que ce serait facile d'en venir à bout, mais je ne suis pas surpris du résultat. La Biélorussie n'est peut-être pas prête à changer de régime, nous sommes encore coincés en Union soviétique, avec comme dirigeant Loukachenko, qui a pourtant complètement perdu la tête.» Ce scrutin aura au

moins permis d'attirer l'attention sur la situation en Biélorussie, où les droits de l'homme sont régulièrement violés. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a fermement condamné le déroulement du scrutin, en tweetant lundi : «Le harcèlement et la répression violente des manifestants pacifiques n'ont pas leur place en Europe. J'appelle les autorités de Biélorussie à veiller à ce que les votes de l'élection [de dimanche] soient comptés et publiés avec exactitude.» Mais Pékin et Moscou, dont dépend l'économie biélorusse en piteux état, ont déjà envoyé leurs félicitations au dictateur Loukachenko. ?

# LesEchos

Nom de la source

Les Echos

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 4



Mardi 11 août 2020

Les Echos • no. 23259 • p. 4 • 590 mots

## Loukachenko réélu en Biélorussie, mais désavoué par la foule

BENJAMIN QUENELLE

**Le président biélorusse a remporté un sixième mandat avec 80 % des voix.**

**A**u moins un mort, des dizaines de blessés, plus de 3.000 interpellations... Le bilan est lourd en Biélorussie après les manifestations de dimanche soir contre la réélection d'Alexandre Loukachenko. Les résultats officiels ont donné gagnant à plus de 80 % le président, soixante-cinq ans, dont 26 années à la tête de ce pays entre Russie et Union européenne. Menaçants, ses premiers mots ont été pour les milliers de manifestants qui, à Minsk et dans plusieurs villes, sont descendus dans la rue.

Ce sont des « moutons » aux ordres de l'étranger, a lancé l'ex-directeur de kolkhoze devenu autocrate, qualifié de « dernier dictateur d'Europe » par les chancelleries occidentales. « Nous ne leur permettrons pas de mettre le pays en pièces », a-t-il prévenu. Présente en masse, la police avait déjà répondu à son appel, dispersant brutalement les manifestants jusque tard dans la nuit dimanche. Elle a tiré des balles en caoutchouc et des grenades assourdissantes. Un fourgon a renversé un manifestant, le tuant selon l'ONG Vesna, ce que les autorités ont démenti. Contre les fraudes électorales et violences policières, pour le départ d'Alexandre Loukachenko, l'opposition appelait à de nouveaux rassemblements ce lundi soir.

Alors qu'environ 1.300 personnes ont déjà été arrêtées avant l'élection, le pays pourrait entrer dans un nouveau cercle vicieux de protestation-répression comme après la présidentielle de 2010. Avec une différence : les foules sont bien plus nombreuses et bien moins apeurées. Leur leader, Svetlana Tikhanovskaïa, la « Jeanne d'Arc biélorusse », épouse d'un des candidats disqualifiés et emprisonnés qui a pris son relais en se présentant elle-même, n'a pas officiellement appelé à manifester. Mais elle a lancé un défi au président, l'invitant à discuter une transition pacifique.

« Le pouvoir doit réfléchir à comment nous céder le pouvoir. Je me considère vainqueur de ces élections », a déclaré la jeune femme, jusque-là simple professeure d'anglais de trente-sept ans. La commission électorale lui accorde moins de 10 % des voix. A la sortie des bureaux de vote, à Minsk et dans plusieurs villes, ses supporters ont au contraire annoncé les résultats de leur propre comptage de votes : partout, Svetlana Tikhanovskaïa arrive en tête. « Une vraie guerre de l'information... », prévient un journaliste indépendant à Minsk, appelant à la prudence sur les chiffres venus des deux côtés. L'incertitude est d'autant plus grande que les observateurs de l'Organisation pour la

© 2020 Les Echos. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200811-EC-0603723059610



sécurité et la coopération en Europe (OSCE) n'étaient pas présents, une première depuis 2001.

#### « Situation fragile »

A quelque 700 kilomètres de Minsk, le Kremlin suit de près la crise biélorusse. Le président Vladimir Poutine a été un des premiers à féliciter Alexandre Loukachenko malgré ses récentes diatribes préélectorales contre la Russie. *« Toute critique serait hypocrite de la part de Moscou. Les scrutins en Russie ne sont guère plus transparents que ceux de Biélorussie. Le Kremlin sait que son allié Alexandre Loukachenko est dans une situation plus fragile que jamais. Mais il veut continuer de le soutenir car, malgré tous leurs différends ces dernières années, il ne peut pas prendre le risque d'une alternative »*, assure Andreï Kourtounov, directeur du Russian Council à Moscou.

Une chose est sûre : le rapprochement initié par Minsk avec l'Union européenne depuis trois ans est compromis. L'élection a été entachée *« d'une violence d'Etat disproportionnée et inacceptable contre des manifestants pacifiques »*, a déploré le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères, Josep Borrell. La Pologne a appelé à un sommet extraordinaire. Les autres capitales européennes, elles, vont observer la suite des manifestations. Et de la répression.

Benjamin Quénelle



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 8



Vendredi 14 août 2020

Libération • p. 8,9 • 973 mots

## En Biélorussie, femmes et ouvriers minent le système Loukachenko

Par Justine Salvestroni Envoyée spéciale à Minsk

**Près d'une semaine après la réélection de son président tout-puissant, la population poursuit les manifestations et les grèves pour demander son départ, malgré les arrestations et la violence de la répression.**

Photo AP

Manifestation de femmes, jeudi à Minsk. Sur la pancarte, on peut lire «mon frère n'est pas un criminel».

**A** Minsk, c'en est fini du calme plat des longues journées déconnectées avant les nuits de manifestations brutalement réprimées. Depuis mercredi, les femmes se mobilisent pour demander la paix -vêtues de blanc, des fleurs à la main, elles étaient des milliers jeudi à former une chaîne le long de l'avenue de l'Indépendance, l'une des rues les plus longues d'Europe. Les voitures ralentissent pour les klaxonner, la «marche des femmes» grossit d'heure en heure, le métro est plein de manifestantes et de bouquets, la ville entière semble solidaire du mouvement, qui se répand dans toute la capitale et dans tout le pays.

PREMIÈRE GRÈVE Aksana, 30 ans, est venue avec ses deux enfants, un bébé en poussette et un petit garçon qui attend sagement sur un banc : «Je suis ici pour demander IETTONIE LITUANIE POLOGNE 100 la fin des violences ! Nos hommes, mais aussi des femmes, sont arrêtés et battus par la police, c'est une honte ! Un couple d'amis était en voiture, la police a brisé les vitres et le mari s'est fait embarquer, nous n'avons pas eu de nouvelles de lui pendant deux jours.» L'usine d'Etat Keramin (qui produit des lavabos et carrelages en céramique) - située près de l'ancien aéroport devenu un chantier gigan-tesque, avec

des dizaines de tours en construction, et soupçonné d'exister autant pour blanchir l'argent de Loukachenko que pour augmenter le parc immobilier de la ville - RUSSIE Minsk BIÉLORUSSIE - connaissait jeudi après-midi la toute première grève de son histoire, de mémoire d'employé. Alyksandr, 32 ans dont 15 de boîte, a interrompues vacances pour rejoindre le piquet de grève, auquel sont venus s'ajouter des femmes en blanc et des habitants du quartier, qui apportent aussi de l'eau et des gâteaux. «Nous voulons du changement, Loukachenko doit partir, explique Alyksandr. Ça fait plus de vingt ans que l'on se sait, que l'on n'a pas le droit de s'exprimer ! A chaque élection, il nous dit que les salaires augmenteront, que nous serons payés 500 dollars, il n'a jamais tenu ses promesses. Nous avons peur de nous faire arrêter, mais pas de nous UKRAINE 100 km faire virer, ils ne peuvent quand même pas virer tout le monde !» Les ouvriers n'ont pas pour autant cessé le travail: ils font grève pendant leur pause et après leur journée. A l'usine BelAZ de Zhodino, l'un des fleurons de l'industrie biélorusse dont sont sortis 120 000 mon-

© 2020 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200814-LI-162347401



strueux engins miniers depuis sa création en 1948, les ouvriers en grève se sont fait vertement réprimander par leur ancien directeur et actuel ministre de l'Industrie, Petr Parkhomchik: «Vous avez un boulot, de quoi d'autre avez-vous besoin ? Retournez travailler !» Sans succès. La grève pourrait se propager aux très grandes usines du même type, qui constituent la majorité du parc industriel du pays. Les fondations du système Loukachenko semblent ébranlées, après cinq jours de manifestations.

Nuits violentes Uniforme militaire brûlé, insigne arraché ou jeté aux toilettes, le chef de la police de Navapolatsk qui annonce publiquement qu'il refuse d'arrêter les gens et n'obéira plus aux ordres de Loukachenko, démissions en cascades de journalistes de la télévision d'Etat «C'est la première fois que je vois autant de défections, et de répressions, remarque Dzmitry Salayou, de l'ONG de défense des droits humains Viasna, créée en 1996. D'habitude, ce genre de manifestations ne dure que deux jours.» Les vidéos diffusées sur le canal Telegram du média en ligne Nexta montrent ces démissions, et le soutien d'une grande partie de la population à Svetlana Tsikhanovskaïa, la populaire candidate de l'opposition, qui a dû quitter la Biélorussie sous la pression des autorités. Dans les manifestations, son nom revient sans arrêt. Une autre célèbre Svetlana, Alexievitch, prix Nobel de littérature 2015 et depuis longtemps proche des mouvements d'opposition, a accusé Alexandre Loukachenko, président tout-puissant qui s'accroche au pouvoir depuis vingt-six ans, de déclarer une «guerre contre son peuple». «Pars, avant qu'il ne soit trop tard, avant que tu n'aies plongé les gens dans un terrible abîme, dans le gouffre d'une guerre civile ! Pars !» a

déclaré l'écrivaine dans un entretien au média indépendant Radio Svaboda. Car si les journées ne sont plus aussi calmes qu'il y a quelques jours -c'était alors une autre époque, pensent déjà les Biélorusses - les nuits sont encore plus violentes qu'avant. Plus de 7000 manifestants se sont fait arrêter, au moins deux sont décédés (vraisemblablement davantage), beaucoup ont été tabassés par la police, d'autres (environ 3 000) ont disparu, estime Dzmitry Salayou, qui reçoit beaucoup d'appels de familles inquiètes : «Les prisons et les commissariats sont pleins, ceux qui se font arrêter sont frappés sur place, sur le chemin de la prison puis encore, une fois qu'ils y sont. Ils ne sont pas emmenés au tribunal, ce sont des juges qui viennent dans les prisons pour les condamner.» Dzmitry Salayou se dit pessimiste quand à la fin de la vague de violences et la portée du mouvement social qui s'est répandu dans tout le pays. Car Alexandre Loukachenko a encore un atout de taille, les Omon. «Ce sont les forces spéciales de la police, c'est-à-dire, rien qu'à Minsk, 2 000 ou 3000 hommes qui passent cinq ans à s'entraîner pour n'intervenir que pendant les élections, à taper sur les gens. Le reste du temps, ils ne font rien. Ils sont grassement payés, ont plein d'avantages en nature. Eux, jamais ils ne lâcheront Loukachenko.» ?

#### Encadré(s) :

«Nous voulons  
du changement,  
Loukachenko  
doit partir. Ça fait  
plus de vingt ans

que l'on se tait, que

l'on n'a pas le droit

de s'exprimer !»

Alyaksandr ouvrier dans l'usine d'Etat  
Keramin

**Le Monde****Nom de la source**

Le Monde

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Internationale

**Provenance**

France

p. 2



Mardi 18 août 2020

Le Monde • p. 2 • 1326 mots

La révolte biélorusse

## Mobilisation historique en Biélorussie

Des protestations ont eu lieu dans tout le pays. Le président Loukachenko peine à mobiliser ses partisans et en appelle à Moscou

*Paul Gogo et Benoît Vitkine*

Moscou correspondants - Une semaine après son lancement, la contestation contre la réélection d'Alexandre Loukachenko à la tête de la Biélorussie a connu, dimanche 16 août, un tournant historique. Certes, l'autocrate au pouvoir depuis 1994 est toujours en place, et prêt à s'accrocher jusqu'au bout à un pouvoir de plus en plus virtuel. Mais, ce dimanche, son peuple a fait une démonstration de force et d'unité qui dépasse même le cadre de cette crise politique peut-être appelée à durer.

Le nombre des manifestants qui se sont réunis à Minsk est difficile à évaluer, à la démesure de l'immense place de la stèle de la Ville-Héros construite à l'époque soviétique. Les estimations vont de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de milliers de personnes. C'est une marée humaine qui s'est formée à la mi-journée, joyeuse et incrédule, parée aux couleurs du drapeau historique, l'étendard blanc-rouge-blanc devenu celui de l'opposition à M. Loukachenko.

Les revendications exprimées avec opiniâtreté depuis une semaine sont toujours là : libération des milliers de protestataires arrêtés, démission des responsables de la répression, recomptage

des bulletins ou organisation d'un nouveau scrutin présidentiel, après celui ayant accordé à Alexandre Loukachenko un improbable 80 %. Mais l'essentiel semblait ailleurs. C'est d'abord la possibilité de se réunir en sécurité : les jours qui ont suivi l'élection du 9 août ont été marqués par un déchaînement de violences dans la rue comme dans les centres de détention du régime. Ni cette brutalité ni les timides excuses qui ont suivi n'ont suffi à calmer la colère. Et, alors qu'il apparaît maintenant possible de manifester sans crainte de la matraque, les Biélorusses ont pris un malin plaisir à montrer à leur président que la mobilisation n'est pas uniquement celle « des drogués, des alcooliques et des chômeurs ».

### Communion inédite

Ce 16 août restera surtout comme un moment de communion nationale inédit. La Biélorussie n'avait jamais connu mobilisation comparable, et celle-ci va bien au-delà de la seule capitale. Des images publiées sur les réseaux sociaux ont montré des flux de familles, de corporations professionnelles, quitter les banlieues des cités moyennes pour se déverser dans les centres-villes. « Merci, Loukachenko, d'avoir enfin uni ton peuple, disait une jeune femme émue. Mer-

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200818-LM-9951823



ci et au revoir ! »

Brest, Grodno, Moguilev, Gomel... partout, les mêmes foules joyeuses, les mêmes ballons et drapeaux, avec toujours en fond sonore les klaxons des voitures, qui furent pendant une semaine l'unique moyen de faire entendre son mécontentement dans une relative sécurité. Et partout, en première ligne, les ouvriers des usines en grève, dont le passage à la contestation a pour la première fois laissé envisager une chute de M. Loukachenko, en milieu de semaine. A Minsk, les employés du fournisseur d'accès à Internet Beltelecom étaient présents en nombre. C'est cette société qui est accusée d'avoir participé aux coupures d'Internet au lendemain de l'élection, pour favoriser la répression policière.

L'ampleur du séisme est encore difficile à mesurer, dans ce pays à l'identité nationale balbutiante, parfois réduite au rang de simple appendice de la Russie. Sur une vidéo transmise au Monde, on peut voir la rue principale d'un village de 700 habitants, au nord-ouest de Minsk, remplie par quelques dizaines de manifestants.

Contacté, Sergueï Chkourdze, l'un d'eux, explique : « Ici, la plupart des habitants sont des fermiers, mais nous sommes nombreux à avoir voulu participer à cet événement important. Les élections ont été falsifiées et ça se comprend même dans les coins les plus reculés du pays. » Pour ce chanteur folklorique, la semaine a été rude à vivre : « Tout le monde peut imaginer la sensation que ça fait de se retrouver privé d'Internet quand des événements majeurs, qui changent le monde, se déroulent autour de vous. »

Cette mobilisation réussie est aussi une victoire pour l'opposante Svetlana Tsikhanovskaïa. C'est de la Lituanie, où elle est réfugiée, que la candidate à la présidence avait appelé à des rassemblements dominicaux. Vendredi, Mme Tsikhanovskaïa avait aussi annoncé la formation d'un conseil de coordination aux contours encore incertains mais censé donner corps à l'idée d'une transition pacifique du pouvoir.

Cette mobilisation massive est-elle appelée à se répéter semaine après semaine, à se banaliser ? La suite de la crise contient toujours autant d'inconnues. Malgré les violences de la police, la contestation reste pacifique. Dimanche, de longues colonnes de manifestants passaient devant le palais du gouvernement gardé par un seul factionnaire. La révolte biélorusse reste bien polie. La scène rappelait ces images, diffusées avec fierté sur les réseaux sociaux, de manifestants enlevant leurs chaussures avant de grimper sur des bancs.

### numéro fantasque

Tout autant que la détermination de l'opposition, c'est dans le camp d'en face que se joue l'avenir de la Biélorussie. Si Alexandre Loukachenko paraît de plus en plus fébrile, enfermé dans une réalité parallèle, il ne manifeste aucune intention d'abandonner. Et c'est encore lui qui maîtrise l'appareil d'Etat, à peine fissuré par de rares défections, lui aussi qui donne le « la » diplomatique, avec des appels au ton certes désespéré mais de plus en plus pressants à son allié russe.

Dimanche, le « Batka » (père) de la Biélorussie entendait lui aussi démontrer dans la rue son assise populaire. Son rassemblement, place de l'Indépen-

dance, a souffert de la comparaison avec celui de l'opposition. Les autorités ont annoncé 65 000 participants, mais le chiffre ne dépassait pas, selon des journalistes présents sur place, les 5 000. A l'exception d'un noyau dur de fidèles, la plupart étaient des fonctionnaires amenés de province par bus et par trains.

Le président a fait son apparition en début d'après-midi, en chemisette, furieux et transpirant. Tantôt implorant il a assuré, sans joindre le geste à la parole, se « mettre à genoux devant [s]on peuple pour la première fois » -, tantôt menaçant « même mort, je ne vous laisserai pas mettre la main sur ce pays » -, il a joué le numéro fantasque et bravache qui a longtemps plu aux Biélorusses. Le tour apparaissait cette fois usé, à l'image de la rangée de tracteurs alignés face à la tribune.

Alexandre Loukachenko a surtout dénoncé, une nouvelle fois, le rôle de l'étranger dans la grogne qui secoue son pays. « Nous ne devons pas devenir une zone sanitaire entre l'Est et l'Ouest, nous ne devons pas devenir des latrines pour l'Europe, a-t-il lancé. On nous propose des soldats de l'OTAN, noirs, jaunes et blonds. Cela n'arrivera jamais. » Comme en écho à ces propos, le chef de l'Etat avait annoncé la veille le redéploiement d'unités militaires vers la frontière occidentale de son pays.

Le chef d'Etat avait déjà joué de la menace d'une ingérence étrangère en amont de l'élection, le 9 août, après l'arrestation de mercenaires russes. L'accusation visait alors Moscou, et elle devait mobiliser l'électorat autour de la souveraineté menacée de la petite République.

Ce changement de cap dépasse la simple gesticulation : la dénonciation des visées

de l'Occident est doublée d'appels pressants à Moscou qui, croit M. Loukachenko, peut encore sauver son régime. L'autocrate a ainsi adopté le vocable de la « révolution de couleur », précisant qu'un tel scénario « ne représente pas une menace seulement pour la Biélorussie ».

Ces appels du pied ne sont pas qu'abstraites : durant le week-end, le président biélorusse a parlé deux fois au téléphone à son homologue Vladimir Poutine. Minsk a abondamment communiqué sur ces conversations, allant jusqu'à rappeler l'accord de défense qui lie les deux pays. La circonspection affichée côté russe est révélatrice : Moscou apprécie peu les atermoiements de M. Loukachenko entre Est et Ouest, sa résistance aux velléités unionistes russes.

Pour autant, le lâchage pur et simple d'un allié confronté à des manifestations populaires paraît difficilement envisageable pour le Kremlin... tout autant que de se laisser piéger dans la logique jusqu'au-boutiste du président biélorusse. Qui plus est, aucune voix, parmi les manifestants de Minsk ou les meneurs de la contestation, n'évoque un quelconque basculement géopolitique vers l'Ouest. Autrement dit, une intervention russe trop appuyée aurait pour effet de créer un sentiment antirusse pour l'heure inexistant.

**Le Monde****Nom de la source**

Le Monde

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Internationale

**Provenance**

France

p. 3



Mercredi 19 août 2020

Le Monde • p. 3 • 979 mots

Analyse

# Le dilemme biélorusse de Moscou

Poutine entretient des relations ambiguës avec Loukachenko

*Benoît Vitkine*

**M**oscou correspondant - Les réactions de Moscou à la crise chez son voisin biélorusse, née des fraudes à l'élection présidentielle du 9 août, sont scrutées avec une attention singulière, entre fantasmes d'une intervention armée et attente d'un revirement diplomatique. Parmi les acteurs extérieurs, aucun ne dispose d'un poids comparable sur les affaires biélorusses. La partition de Moscou se résume à un douloureux dilemme : ne rien faire est impossible; agir peut se révéler contre-productif.

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko n'a jamais bénéficié d'un soutien inconditionnel de la part de Moscou. Ses attermoissements permanents entre Est et Ouest en ont fait un partenaire difficile. Sa résistance à une intégration plus poussée entre les deux pays, prévue par un traité de 1999, a même fini par irriter franchement Vladimir Poutine, et a conduit le Kremlin à limiter son financement du coûteux modèle social biélorusse. Ces motifs d'irritation se sont accrus à l'approche du scrutin du 9 août, avec l'arrestation de mercenaires russes et des appels répétés à défendre la souveraineté de Minsk face à Moscou. « Loukachenko a toujours mené un double jeu. Mais qu'à l'approche des élections il ait vendu à l'Ouest une rhétorique antirusse, cela, Poutine ne le pardonne pas

», affirme ainsi le politiste Alexandre Baunov à la télévision Dojd.

Depuis qu'il joue sa survie, Alexandre Loukachenko a radicalement changé de braquet. Les mercenaires ont été rendus à la Russie, et le président biélorusse dénonce désormais l'interventionnisme occidental, voire la menace d'une invasion de l'OTAN. Ses coups de fil répétés à Vladimir Poutine sont des signes de désespoir autant que des marques d'aléageance.

## Une chasse gardée

Côté russe, ces différends ont été partiellement mis de côté. Seuls restent un certain nombre de principes : le Kremlin ne lâche pas un allié en rase campagne, en tout cas pas publiquement; un pouvoir légitime ne cède pas face à la rue. « Moscou a du mal à voir les manifestants biélorusses autrement que comme manipulés par l'Occident, assure la politiste Tatiana Stanovaya. Avec eux, c'est un peu comme avec les terroristes : on ne négocie pas. Pour autant, la Russie comprend la fragilité du pouvoir de Loukachenko et ne le soutiendra pas s'il tire sur la foule. »

Les médias russes, qui ont d'abord fait montre de sympathie pour les contestataires, effrayés par la violence de la répression, se sont ressaisis. Ils multiplient désormais les comparaisons avec

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



le Maïdan ukrainien, modèle honni s'il en est. De la même façon, les communiqués officiels du Kremlin ou du ministère des affaires étrangères se sont réchauffés.

La perspective d'un pourrissement de la crise est une autre raison pour la Russie de ne pas rester les bras croisés. Un enlèvement pourrait ainsi favoriser l'émergence de nouveaux acteurs. L'annonce de nouvelles sanctions européennes, alors qu'un sommet européen extraordinaire sur la Biélorussie est organisé mercredi, la forte implication de la Pologne ou des pays baltes peuvent avoir pour conséquence de faire reculer les positions russes. Une telle perspective est inacceptable : plus encore que l'Ukraine, la Biélorussie est vue comme une chasse gardée, un pays « frère » dont la souveraineté est même vue par certains à Moscou comme factice.

Ce constat posé, que peut faire la Russie ? Soutenir plus activement Alexandre Loukachenko pourrait s'avérer non seulement vain, tant son régime est discrédité, mais même risqué, voire contre-productif. En l'état actuel, l'opinion biélorusse est neutre. Dans les manifestations aucun slogan hostile à Moscou n'est exprimé. Parmi les meneurs de la contestation, aucun n'évoque le moindre basculement géopolitique, même si, souligne le professeur Dmitri Souslov, « le simple fait que [la candidate] Svetlana Tsikhanovskaïa ait trouvé refuge en Lituanie suffit à la disqualifier aux yeux du Kremlin ».

Résultat : une intervention trop appuyée aurait pour effet de heurter une part importante de la population biélorusse. Sans parler d'une intervention militaire ou sécuritaire, certes peu probable, mais parfois évoquée en Biélorussie, encore

plus depuis le transfert, dimanche, d'unités militaires russes vers la ville de Smolensk, à la frontière. Les appels de la présidente de la chaîne RT, Margarita Simonian, à « envoyer les hommes polis rétablir l'ordre », en référence aux soldats qui ont conduit l'annexion de la Crimée, relèvent plus de la distraction à visées internes.

### Le précédent arménien

La seule exception serait un éventuel et on l'a dit, très hypothétique basculement de Minsk dans le camp occidental, ou la menace d'une sortie de l'Union économique eurasiatique. « Dans ce cas-là, Moscou serait prêt à aller très loin, assure M. Souslov. Un tel scénario est vu comme une menace existentielle, plus encore que dans le cas ukrainien. »

En attendant, la marge de manoeuvre du Kremlin est limitée. Moscou peut chercher à obtenir le maximum d'un Loukachenko finissant, dans le sens d'une intégration plus poussée, mais la portée de telles avancées serait limitée. L'option la plus réaliste pour la Russie est surtout de tenter de mettre discrètement la main sur la transition, en essayant d'éviter les désagréments d'un engrenage violent comme ceux d'une élection ouverte.

Un obstacle ici : l'opposition manque de candidats crédibles, aux yeux de Moscou; et au sein du régime, M. Loukachenko a toujours pris soin d'écarter les hauts responsables qui développaient des liens personnels trop poussés avec Moscou, rappelle Tatiana Stanovaya, du groupe de réflexion R. Politik. Selon une source dans la diplomatie biélorusse, des contacts existent toutefois d'ores et déjà avec des acteurs au sein du régime.

Cette perspective impliquerait « une conversation franche, avec des engagements réciproques », écrit Dmitri Trenin dans un article pour le Centre Carnegie de Moscou. Le précédent arménien de 2018 pourrait être utilisé : porté au pouvoir par une révolte populaire, l'opposant Nikol Pachinian s'était empressé de rassurer Moscou en promettant une coopération militaire accrue.

Dans l'intervalle, Alexandre Loukachenko sera probablement prié de se montrer conciliant, de faire quelques concessions de forme il a évoqué, lundi, son éventuel départ mais seulement après une réforme de la Constitution, pour éviter une escalade ou un écroulement trop soudain.

**LE FIGARO****Nom de la source**

Le Figaro

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

p. 3



Jeudi 20 août 2020

Le Figaro • no. 23641 • p. 3 • 587 mots

## Biélorussie : l'Europe marche sur un fil de crainte de braquer Moscou

Hubaut, Leonor

LES GESTES et les mots ne portent pas à confusion. Réunion, virtuellement, pour un sommet extraordinaire, les dirigeants européens accentuent la pression sur Alexandre Loukachenko. Les élections présidentielles du 9 août en Biélorussie « n'ont été ni libres ni équitables. Nous ne reconnaissons pas les résultats », ont dit les présidents du Conseil européen et de la Commission européenne, Charles Michel et Ursula von der Leyen. À l'unisson, les Vingt-Sept condamnent la « violence disproportionnée et inacceptable » et demandent une « enquête complète et transparente ».

Sanctionner les responsables des violences et de la fraude électorale. C'est une des lignes d'action confirmées par les dirigeants. La décision politique avait été prise par les ministres des Affaires étrangères, cinq jours après les élections. Un timing particulièrement rapide pour les Européens, reflet de leur détermination.

Ces sanctions (gel des avoirs et interdiction de voyage dans l'Union) seront « bientôt » adoptées et viseront un nombre « substantiel » de responsables du régime, a insisté Charles Michel.

Si l'attention se focalise sur ce point, le véritable défi des Vingt-Sept est ailleurs. L'équilibre à trouver est fragile, spécialement avec le spectre de l'annexion

de la Crimée par la Russie, en 2014, que même le calendrier évoque. La dernière fois qu'un sommet extraordinaire a été convoqué en août, c'était précisément sur l'Ukraine.

Pour les Vingt-Sept, pas question d'observer sans agir, en particulier si la Biélorussie se rapproche de la Russie. Mais attention à ne pas intervenir trop fortement, à ne pas apparaître comme un acteur dans le processus national et donner ainsi des armes à Loukachenko. Il s'agit aussi de calmer les craintes de Moscou qui, sans mentionner les Européens, pointe les « tentatives d'ingérence de puissances étrangères ».

C'est notamment la crainte d'une intervention militaire russe qui a poussé Bruxelles à organiser le sommet. Pas étonnant que Charles Michel, Emmanuel Macron et Angela Merkel aient tous décroché leur téléphone pour s'entretenir avec Vladimir Poutine. Ni que le président du Conseil européen ait relevé les déclarations du Kremlin assurant que la Russie n'a pas l'intention d'intervenir militairement en Biélorussie.

Quant au processus politique, les Européens demandent aux autorités de s'engager dans un dialogue national inclusif. Pas d'appel explicite à de nouvelles élections, mais l'expression d'un soutien aux aspirations démocratiques des Biélorusses.

© 2020 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200820-LF-822x20x21862406364



« Les gens en Biélorussie savent ce qu'ils veulent. C'est pourquoi nous voulons une voie indépendante pour la Biélorussie, où les conditions politiques sont décidées par le pays lui-même », de manière « pacifique et par le dialogue », explique Ursula von der Leyen. L'idée d'une médiation européenne a disparu. C'est désormais sur l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont la Russie est membre, que repose cette ambition.

Les Vingt-Sept se sont également adressés directement aux citoyens biélorusses, multipliant les messages de soutien, de solidarité. Pour le moment, cela se traduit par une réaffectation des fonds destinés à la Biélorussie dans le cadre du partenariat oriental. 2 millions d'euros iront aux « victimes de la répression et des violences de l'État », et 1 million vers des projets de soutien à la société civile et à une presse indépendante.

Le gros de l'enveloppe, 50 millions, prendra la forme d'une aide contre les effets du coronavirus, qui sera versée au secteur de la santé ainsi qu'aux PME. Les Européens ont également insisté sur l'importance d'assurer « l'intégrité des personnes », en particulier celles susceptibles d'être des acteurs du processus de transition politique. Léger mais important, explique un proche du dossier, qui y voit une porte ouverte pour une action postérieure susceptible d'être décidée au niveau opérationnel.

## Le Monde

## Nom de la source

Le Monde

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

p. 2



Lundi 24 août 2020

Le Monde • p. 2 • 1028 mots

Portrait

## Svetlana Tsikhanovskaïa, visage de la contestation

Contre toute attente, cette mère de 37 ans a déstabilisé l'autocrate Alexandre Loukachenko et continue de le défier depuis la Lituanie

Claire Gatinois

**I**ntimidée ? Un peu. Evasive ? Parfois, dès qu'elle était interrogée sur sa propre sécurité. Mais déterminée. Pour la première fois depuis son arrivée précipitée à Vilnius, la capitale de la Lituanie, Svetlana Tsikhanovskaïa, candidate à l'élection présidentielle biélorusse le 9 août, s'est présentée devant la presse, vendredi 21 août. Sans s'appesantir sur son propre sort, elle a formulé l'espoir que « le bon sens l'emportera », et qu'un dialogue s'instaurera, en vue d'un nouveau scrutin, entre l'opposition et le régime d'Alexandre Loukachenko. Mais son message est clair : le peuple « n'acceptera jamais plus le leadership actuel ».

Pendant ce temps, celui-ci promettait une résolution de la crise « dans les jours qui viennent ». Les premiers membres du conseil de coordination de l'opposition étaient convoqués par la police, dans le cadre d'une enquête pour tentative de coup d'Etat.

Le 17 août, dans une vidéo, Svetlana Tikhonovskaïa avait accepté sa mue personnelle, encore inimaginable il y a quelques mois. « Je suis prête à agir en tant que chef de la nation (...) afin que le pays s'apaise et revienne à la normale. Afin que nous puissions libérer

tous les prisonniers politiques et préparer un cadre juridique », disait-elle.

Candidate à l'élection présidentielle par amour, Mme Tsikhanovskaïa, 37 ans, s'est présentée devant les électeurs sans y croire. Comment imaginer qu'elle, mère de famille des plus ordinaires, pourrait déstabiliser un autocrate à la tête du pays depuis vingt-six ans ? Et pourtant. C'est, à l'issue d'élections massivement falsifiées, qu'elle a fait vaciller le président Alexandre Loukachenko, entraînant la rue à se mobiliser pour défendre son vote.

### Portée par la colère

Le destin de cette mère au foyer bascule au mois de mai. Son mari, le blogueur Sergueï Tsikhanovski, vient d'être arrêté. Emprisonné pour trouble à l'ordre public, l'homme est en réalité coupable d'avoir osé défier le régime en révélant la disgrâce de M. Loukachenko auprès de la population. Pendant des semaines, il a parcouru le pays filmant, dans les villes et les campagnes, les griefs des habitants à l'encontre du chef de l'Etat. Un président qui aime à se faire appeler « Batka » (« le père »), mais refuse de protéger son peuple contre le Covid-19, qu'il considère comme une psychose que l'on soigne au grand air. Il se lance

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200824-LM-0448325



ainsi dans la campagne présidentielle avec pour seul programme de mettre fin au règne du « cafard ». Lorsqu'il est mis derrière les barreaux, Mme Tsikhanovskaïa, portée par la colère, le remplace.

A l'époque, personne ne pense que sa candidature aura un quelconque impact sur l'avenir de la Biélorussie. L'ancienne traductrice, piètre oratrice, ignore tout du monde politique. Pis, c'est une femme. Les Biélorusses pourraient-ils voter pour quelqu'un qui ne sait même pas tenir une arme ? En signe de mépris, M. Loukachenko accepte sa candidature, rejetant toutes celles des autres opposants qu'il pense susceptible de le menacer. Après avoir jeté en prison M. Tsikhanovski, il fait arrêter l'ex-banquier Viktor Babaryko, qui prétendait, lui aussi, concourir à l'élection, et invalide la candidature d'un ancien diplomate, Valery Tsepkalo.

Pris au piège de sa propre misogynie, l'autocrate voit naître, semaine après semaine, une « révolution des femmes ». A sa tête, Mme Tsikhanovskaïa, épaulée par Veronika Tsepkalo, l'épouse de M. Tsepkalo, et Maria Kolesnikova, ex-directrice de campagne de M. Babaryko. Aidée par cette équipe, la trentenaire prend de l'assurance et galvanise les foules.

« Je n'ai plus peur », assure-t-elle. Ses deux enfants, Agnia, 4 ans et demi, et Korney, 7 ans, que le régime menaçait de mettre à l'orphelinat, sont désormais en sécurité en Lituanie.

Face à la foule, son discours désarme. Mme Tsikhanovskaïa n'est ni une Ioulia Timochenko héroïne de la « révolution orange » en Ukraine ni une Evita Peron épouse iconique de l'ex-président ar-

gentin Juan Domingo Peron. Elle est à l'image de ceux qui l'admirent. Simple. Modeste. Dans son propos, il n'est pas question de promesses politiques ni d'enjeux géostratégiques. Comme ses concitoyens, elle n'aspire qu'à vivre dans un pays libre et démocratique. Elle ne veut pas prendre le pouvoir mais le rendre pour organiser, si elle venait à être élue, une nouvelle élection. Et surtout libérer les prisonniers politiques, dont fait partie son époux.

### Répression

« Cent fois j'ai voulu renoncer mais je vois tous ces gens venir à nos meetings (...). C'est le signe qu'ils veulent que ça change. Ils se sont réveillés. Ils ne veulent plus vivre dans la peur et l'humiliation. Ils veulent être des citoyens de leur propre pays. Je prends conscience que ces gens sont derrière moi, autour de moi. C'est inspirant », confie-t-elle, le 4 août, au site d'information Radio Svoboda.

A l'approche du scrutin, la répression du régime se fait plus précise. Les arrestations arbitraires s'enchaînent. Les meetings de l'opposante sont bloqués, ses pneus sont crevés, ses collaborateurs sont interrogés et parfois arrêtés par les forces de l'ordre. Mais elle tient.

Le 9 août, alors qu'elle est traquée par les autorités, qu'elle change de domicile tous les jours, elle se rend à son bureau de vote de Minsk sous les vivats de la foule. Tous saluent son courage. La Prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch voit en elle « le symbole d'une soif de changement, soif d'une nouvelle vie, soif d'honnêteté » et l'admire pour « préserver la dignité » des Biélorusses. « Quand j'ai écrit La guerre n'a pas un visage de femme, sur ces millions de

femmes qui ont combattu pendant la seconde guerre mondiale, j'ai été convaincue que les femmes étaient en première ligne dans notre société », souligne l'écrivaine.

Quand, après ce dimanche 9 août, la rue s'embrase à l'annonce des résultats du scrutin offrant une sixième victoire à M. Loukachenko avec 80 % des suffrages, Mme Tsikhanovskaïa n'apparaît plus. Quand, après les menaces visant sa famille, elle s'exile soudain en Lituanie, la rue lui pardonne. « Svetlana est devenue un symbole pour nous. Qu'elle soit en Biélorussie ou ailleurs, cela ne change rien. Elle a rempli sa mission et elle l'a faite à la perfection », estime Zmicer Mickiewicz, chercheur au sein du think tank Belarus Security Blog. Alors elle reprend courage. Et face à M. Loukachenko aux abois, comminatoire et menaçant, elle appelle à la paix et à la réconciliation.

**Nom de la source**

La Croix

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

p. 10



Lundi 24 août 2020

La Croix • no. 41790 • p. 10 • 607 mots

## Le régime biélorusse garde la main

De nouvelles manifestations se sont déroulées ce week-end dans les grandes villes du pays. Les autorités ciblent désormais les têtes de file du mouvement et menacent d'une répression de masse.

*DEPREZ Philippe*

**K**iev (Ukraine)  
De notre correspondant

C'était devenu le symbole d'un président aux abois: Alexandre Loukachenko hué, il y a une semaine, par les ouvriers de l'usine de véhicules agricoles MZKT à Minsk, hésitant et en sueur devant un public qu'il croyait acquis à sa cause. Quelques jours plus tard, le désarroi s'est mué en colère lorsque, samedi 22 août, l'autocrate ordonne la fermeture dès lundi des usines en grève. « *Je vous donne le week-end pour réfléchir* », assène-t-il à l'adresse des manifestants. *À partir de lundi, le pouvoir devra exercer le pouvoir.*»

Deux semaines après la victoire aussi écrasante que falsifiée d'Alexandre Loukachenko à l'élection présidentielle, les Biélorusses sont encore descendus dans les rues des grandes villes du pays ce week-end, pour réclamer de nouvelles élections et dénoncer la violence des forces de sécurité. Malgré les barages filtrants et les avertissements du ministère de l'intérieur, une foule immense s'est réunie dimanche 23 août sur la place de l'Indépendance à Minsk.

Le sentiment était celui d'une journée décisive pour une contestation qui, durant la semaine, semblait courir vers l'impasse. « *Un mouvement de protesta-*

*tion s'épuise s'il n'est pas renforcé par des victoires, comme des défections au sein de l'élite ou des concessions des autorités. Et il n'y a pas eu de telles victoires pour l'instant* », remarque Ar-tiom Chraïbman, un analyste politique biélorusse.

Le pouvoir n'a pas hésité à multiplier les tentatives d'intimidation: dimanche, le ministre de la défense a menacé les manifestants « *d'avoir affaire à l'armée et pas à la police* ». « *L'armée a été peu utilisée jusque-là* », note néanmoins Siarhei Bohdan, spécialiste des questions de défense en Biélorussie. « *Elle est surtout composée de conscrits et le pouvoir n'est pas certain de pouvoir compter sur eux.*» KGB et troupes anti-émeutes restent, pour l'heure, le fer de lance de la répression.

Pour s'accrocher au pouvoir, Alexandre Loukachenko n'hésite pas à changer de tactique. Au lieu de couper la Toile dans son ensemble, comme au début des manifestations, les autorités ont bloqué, samedi, plus de 40 sites Internet de médias indépendants ou de groupes d'opposition. La violence des premiers jours, où des centaines de manifestants ont été tabassés et parfois torturés dans les centres de détention du pays, a laissé place à une répression plus ciblée visant avant tout les têtes de file de la contestation.

© 2020 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200824-LC-assignment\_1352333



La multiplication des mouvements de grève a notamment fait des ouvriers des entreprises d'État des cibles prioritaires. À Belaruskali, l'un des plus importants producteurs de potasse du monde, au moins trois membres du comité de grève ont été détenus par la police, tandis que les menaces contre les grévistes se sont multipliées toute la semaine. « *Ils nous appellent, nous disent de reprendre le travail, menacent même nos familles* », s'inquiète au téléphone l'un d'entre eux. Pressions et menaces de licenciement font leur effet: le nombre de grévistes n'a cessé de diminuer.

La clé du maintien au pouvoir d'Alexandre Loukachenko reste la loyauté des forces de sécurité. Elles continuent à faire bloc derrière le président, alors même que ce dernier semblait perdre la main. Pour Artiom Chraïbman, Loukachenko est parvenu à insuffler une atmosphère de « *responsabilité collective* » et l'idée que sa chute entraînerait inmanquablement la leur. Mais l'analyste voit aussi dans l'absence de défections d'envergure le résultat d'une contestation dépourvue de leaders clairement identifiés: « *Ceux qui envisagent de changer de camp ne savent pas vraiment vers qui se tourner* », note-t-il. Refusant la moindre concession, Alexandre Loukachenko se retranche, lui, pour un long siège.

## Le Monde

## Nom de la source

Le Monde

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

p. 2



Jeudi 27 août 2020

Le Monde • p. 2 • 1314 mots

La révolte biélorusse Entretien

## « En Biélorussie, la peur a changé de camp »

Pour Svetlana Tsikhanovskaïa, chef de l'opposition, le président Alexandre Loukachenko partira « tôt ou tard »

*Propos recueillis par Christophe Ayad* *Propos recueillis par Christophe Ayad*

**V**ilnius envoyé spécial - Après dix jours de silence dus officiellement à une quarantaine, Svetlana Tsikhanovskaïa rattrape le temps perdu. Spontanée et d'abord timide, à 37 ans, la candidate surprise à la présidentielle biélorusse du 9 août prend de jour en jour de l'assurance, dévoilant une volonté de fer.

Vendredi 21 août, elle donnait sa première conférence de presse depuis Vilnius, en Lituanie, où elle est réfugiée avec ses deux enfants. Celle qui est désormais l'opposante numéro un au régime du président biélorusse Alexandre Loukachenko a rencontré lundi le secrétaire d'Etat adjoint américain, Stephen Biegun, qui s'est dit « impressionné », et s'est adressée mardi 25 août au Parlement européen par vidéoconférence.

Dans un entretien au Monde, elle dit continuer à miser sur les manifestations pacifiques et les grèves pour faire plier celui qui est décrit comme « le dernier dictateur d'Europe », au pouvoir depuis vingt-six ans et réélu frauduleusement. Svetlana Tsikhanovskaïa dévoile aussi les contours du conseil de coordination de l'opposition, dont plusieurs membres sont emprisonnés ou menacés d'arresta-

tion.

**Quand vous quittez votre pays le 11 août, le faites-vous de votre propre chef pour des raisons de sécurité, ou êtes-vous expulsée par le régime ?**

C'était ma décision personnelle de rejoindre mes enfants ici, en Lituanie.

**Avez-vous hésité à reprendre vos activités politiques en raison des menaces pesant sur votre mari, emprisonné en Biélorussie ?**

La campagne électorale a été difficile : tous les soirs, je devais décider si je continuais ou pas. La question s'est évidemment posée à nouveau après mon départ. J'ai un peu hésité, mais je n'avais pas le droit d'arrêter ce que nous avons entrepris.

**Aujourd'hui en exil, vous sentez-vous plus libre de mener votre combat ou, au contraire, coupée du terrain ?**

D'ici, je peux faire plus pour mon pays. Il était devenu difficile d'agir, de parler, de circuler librement pour moi en Biélorussie. Il fallait tout le temps se cacher. Ici, je suis en sécurité, je peux contacter qui je veux, je suis plus utile.

**Vous estimez que les élections du 9**

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200827-LM-7972754



### **août ont été frauduleuses et les résultats truqués. Vous considérez-vous comme la présidente élue ?**

Nous savons tous que les résultats officiels [80 % en faveur d'Alexandre Loukachenko] sont mensongers et que la majorité des électeurs ont voté pour moi. Mais la question n'est pas de savoir qui est président aujourd'hui, cela n'a aucune importance. L'important, c'est que les Biélorusses ne peuvent plus avoir confiance en Loukachenko, ils ne veulent plus de lui, c'est tout. Il n'a plus de légitimité. Ce n'est pas arrivé du jour au lendemain mais petit à petit, ce qui se passe est une révolution des consciences.

### **Il n'a peut-être plus de légitimité mais il tient toujours le pouvoir. Comment comptez-vous vous y prendre pour le faire partir ?**

Nous appelons à tout type d'actions légales pour faire valoir nos droits. L'ensemble des Biélorusses veut qu'il parte. Ils ont changé, ils ont ouvert les yeux, ils ne peuvent plus l'accepter à la tête de ce pays après ce qu'il a fait. Tôt ou tard, il partira grâce aux manifestations pacifiques et aux grèves. Le plus vite sera le mieux pour éviter que le pays ne sombre dans la crise économique et politique. Mais tout le monde est préparé au fait que cette crise peut durer un certain temps. Le pouvoir sait que ce mouvement ne s'arrêtera plus.

### **Loukachenko contrôle encore l'appareil de sécurité...**

Pendant toute la campagne électorale, nous avons appelé les forces de l'ordre à ne plus obéir à ses ordres criminels. Et c'est toujours le cas : tout le monde est invité à nous rejoindre. Nous savons que la plupart des membres des forces

de l'ordre n'ont pas grand-chose à se reprocher. Mais ceux qui ont ordonné des crimes devront rendre des comptes et justice devra être rendue. Certains ont déjà trouvé le courage de surmonter leur peur pour rejoindre le peuple. Ce n'est pas une décision facile, chacun est face à ses responsabilités. J'ai confiance dans le fait que des Biélorusses ne voudront pas tuer des Biélorusses.

### **La répression est plus discrète et ciblée que durant les jours qui ont suivi le scrutin, mais elle ne faiblit pas...**

Bien sûr que certaines forces soutiennent Loukachenko, mais elles doivent comprendre que cela ne sert plus à rien car la société a changé, la peur a changé de camp. Les gens ne se laisseront plus faire. Ils savent qu'ils ne sont plus seuls, désormais, face à la machine répressive.

### **Que vous ont inspiré les images de Loukachenko, dimanche 23 août, brandissant une kalachnikov et en tenue de combat ?**

Je ne sais pas ce qu'il a voulu dire, je ne comprends même pas le message. Au lieu de terroriser la population, il a provoqué l'hilarité générale.

### **Pouvez-vous nous en dire plus sur le conseil de coordination qui dirige la contestation, et dont vous avez annoncé la mise en place la semaine dernière ?**

Il s'agit d'une assemblée de 70 personnes qui, elles-mêmes, ont désigné ce conseil de sept membres. Plus de 500 personnes ont posé leur candidature. Je n'en suis pas membre moi-même car il faut vivre en **Biélorussie** pour en faire partie.

### **Comment et par qui ce conseil a-t-il été désigné ?**

Nous, c'est-à-dire moi et les deux femmes qui ont dirigé ma campagne [Maria Kolesnikova et Veronika Tsep-kalo], avons choisi les membres en essayant de représenter tous les pans de la société, les ouvriers, les artistes, les juristes, les enseignants, etc. Et en choisissant des personnes connues et respectées.

### **Sur les sept membres du comité, deux ont été condamnés ce mardi à des peines de prison...**

Le pouvoir ne pourra pas mettre tout le monde en prison. Mais si c'est le cas, il y aura sept remplaçants. Et pour chaque prisonnier, deux personnes se tiennent prêtes. Le pouvoir doit comprendre que ce mouvement ne s'arrêtera pas.

### **Vous appelez à des élections libres. Faudra-t-il changer la Constitution et le système électoral au préalable ?**

Avant tout, nous demandons la libération de prisonniers politiques. Ensuite, nous voulons le retour à la Constitution de 1994 qui limite les mandats présidentiels à deux. Enfin, il faudra remplacer la commission électorale centrale, qui a perdu la confiance des citoyens.

### **Qu'attendez-vous de la communauté internationale, et de l'Union européenne en particulier : des sanctions contre Loukachenko, une aide ?**

Nous avons reçu tout le soutien que nous pouvions espérer et c'était très important pour nous de voir que nous n'étions pas abandonnés à nous-mêmes. Mais nous n'avons rien à demander à nos amis étrangers. C'est à nous de régler nos problèmes intérieurs. Chaque

pays sait ce qu'il a à faire et décide de ses actions souverainement. Nous n'avons pas de demande à formuler.

**Vous avez rencontré un diplomate américain lundi, vous êtes intervenue par vidéo devant le Parlement européen mardi. Avez-vous l'intention, aussi, de parler avec Moscou ?**

Le moment n'est pas venu, mais nous sommes ouverts à dialoguer avec tout le monde. Ce serait formidable que la Russie soutienne notre lutte pour nos droits mais je lui demanderai, comme je l'ai fait avec tous ceux que je rencontre, de respecter notre souveraineté.

**Avez-vous peur que la Biélorussie devienne un sujet de confrontation entre la Russie et l'Occident, comme c'est le cas de l'Ukraine ?**

Ce qui se passe en Biélorussie n'a pas d'impact géopolitique. C'est une question purement intérieure. Loukachenko essaie d'agiter la menace d'une guerre aux frontières, mais les gens ne le croient plus. Je ne connais pas les intentions de la Russie ou des autres parties, mais notre indépendance n'est pas à vendre.

**Les journalistes de la télévision nationale ayant démissionné ont été remplacés par des journalistes russes. S'agit-il d'une ingérence de Moscou ?**

Peut-être que pour ces journalistes russes, c'est juste un travail comme un autre. Mais, de notre point de vue, c'est déloyal. J'ai vu quelques-unes de leurs horribles vidéos de propagande. Mais plus personne n'y croit.

**LE FIGARO****Nom de la source**

Le Figaro

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

p. 9



Samedi 29 août 2020

Le Figaro • no. 23649 • p. 9 • 545 mots

## Poutine prêt à lancer ses troupes sur Minsk

En mettant en garde les Occidentaux, le Kremlin veut aussi faire pression sur Loukachenko.

*Barluet, Alain*

**B** **IÉLORUSSIE** La Russie a constitué une « réserve » de forces de l'ordre pour intervenir en Biélorussie, si la situation dégénérait. Interviewé sur la chaîne d'État Rossiya, Vladimir Poutine a clairement indiqué mercredi qu'en vertu des accords passés avec Minsk, des troupes russes, dont la nature ni le nombre n'ont été précisés, seraient envoyées pour « protéger la souveraineté et la stabilité » du voisin biélorusse, en proie à des manifestations massives depuis la réélection contestée d'Alexandre Loukachenko, le 9 août. Toutefois, ces forces ne seront utilisées que pour empêcher « les extrémistes de voler, mettre le feu aux voitures, aux maisons, aux banques, aux bâtiments administratifs », a dit le chef du Kremlin. Il a assuré « partir de l'hypothèse que la crise sera réglée pacifiquement ».

### Exaspération et impatience

Au cours de cet entretien strictement balisé - l'affaire Navalny n'a même pas été évoquée -, le journaliste Sergueï Briliou a paru quelque peu décontenancé lorsque Poutine a loué les forces de l'ordre biélorusses pour leur « retenue ». « Mais on s'est tout de même senti mal à l'aise », s'est hasardé le journaliste. « Et vous vous sentiez bien, lorsque, presque chaque jour, on tuait

des gens dans certains pays européens... », lui a répondu Poutine du tac au tac. « C'est d'ailleurs pour cela que Loukachenko a refusé la médiation de Macron et lui a dit que c'est lui qui pouvait l'aider avec les « gilets jaunes » », a complaisamment enchaîné l'interviewer. « Et vous vous sentez bien lorsqu'on tire dans le dos d'un homme désarmé... », a insisté le président russe, faisant allusion aux tirs de la police qui ont grièvement blessé Jacob Blake, dimanche dernier dans le Wisconsin, aux États-Unis.

En confirmant une possible intervention, militaire sinon policière, Vladimir Poutine souligne une nouvelle fois le caractère stratégique que revêt la Biélorussie, - « notre plus proche allié et partenaire ». En clair, a-t-il expliqué, cette crise constitue, quasiment, une affaire intérieure russe. Pas question, par voie de conséquence, de tolérer la moindre déstabilisation venue de l'extérieur, ni aucune dérive qui conduirait à un alignement de Minsk sur l'Union européenne ou sur l'Otan. « C'est une sorte de signal à l'Occident et à l'opposition biélorusse : si vous dépassez la ligne, nous pouvons intervenir », estime le politologue Alexeï Makarkin, vendredi, dans le journal *Vedomosti*.

En traçant ses lignes rouges, Vladimir

© 2020 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200829-LF-822x20x22423663526



Poutine s'adressait aussi à son homologue biélorusse. Un allié difficile, soutenu par intérêt, mais qui suscite exaspération et impatience à Moscou, où l'on souhaiterait qu'il se prête à une sortie de crise. « *Si les gens sont descendus dans la rue, ceci doit être pris en compte et entendu* », a dit M. Poutine dans son interview à Rossiya, une manière de lier l'aide russe à la mise en place de réformes. « *D'ailleurs, le président Loukachenko lui-même a parlé d'une réforme constitutionnelle, puis d'élections parlementaires et présidentielle selon de nouvelles règles* », a affirmé le chef du Kremlin pour enfoncer le clou. Des propos qui, d'après le politologue Evgeny Minchenko, pourraient signifier « *que Loukachenko a d'ores et déjà donné des assurances* » de sa bonne volonté. Publiquement pourtant, il reste inflexible. Il s'est tout juste dit prêt à envisager de parler avec des « collectifs » étudiants et ouvriers qui sont des instances officielles.

**Note(s) :**

[abarluet@lefigaro.fr](mailto:abarluet@lefigaro.fr)

## Le Monde

## Nom de la source

Le Monde

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Samedi 5 septembre 2020

Le Monde • p. 21 • 1805 mots

## Loukachenko, dernier vestige soviétique

L'autocrate biélorusse, au pouvoir depuis 1994, fait face à une contestation inédite dans son pays. Avec lui, c'est toute une époque, née après la chute de l'URSS, qui se débat pour ne pas disparaître

*Benoît Vitkine*

p. 21



**M**oscou correspondant - Il a suffi qu'il apparaisse dans sa résidence de Minsk, uniforme noir et kalachnikov à la main, pour que la Biélorussie, au lieu de trembler de peur, éclate de rire. C'était le 23 août. A quelques centaines de mètres de là, une foule immense s'était à nouveau réunie sur la place de l'Indépendance, plus de 100 000 personnes l'appelant, lui, à quitter le pouvoir. Quelques centaines de manifestants avaient ensuite pris le chemin du palais présidentiel. Fidèle à la stratégie non violente de la contestation, la foule s'était arrêtée devant les cordons de sécurité.

Aucun danger mais peu importe, Alexandre Loukachenko a atterri en hélicoptère dans l'enceinte du palais, son fils de 15 ans lourdement armé sur les talons. Il s'est enquis de ce que faisaient les « rats » et a disparu dans la résidence, sans lire, probablement, les quolibets qui fusaient déjà sur les réseaux sociaux.

Quelque chose est cassé dans la mécanique Loukachenko. L'esbroufe, la menace ne fonctionnent plus. Pour « gagner » l'élection présidentielle du 9 août, il a organisé une fraude d'une ampleur inédite même à l'échelle de son régime. Les résultats des quelques bu-

reaux de vote qui ont refusé de se plier aux ordres montrent que son adversaire, Svetlana Tsikhanovskaïa, a probablement gagné au premier tour.

Et pourtant, il s'accroche, Alexandre Loukachenko, comme s'il voulait grappiller encore quelques mois, quelques années, peut-être. Il est au pouvoir depuis 1994, deux ans de moins que son homologue tadjik, Emomali Rahmon, recordman de l'espace post-soviétique. Il n'a que 66 ans... Péché d'orgueil, il s'est accordé son score traditionnel, 80 % des voix, un décompte que ses concitoyens ont reçu comme un crachat à la figure. Les manifestations monstres que les matraques ne suffisent plus à disperser ne le font pas ciller. Elles paraissent si loin, et la télévision, reprise en main par des « spécialistes » invités de Russie, n'en montre rien.

### Un modèle à part

On a vu l'incompréhension sur son visage quand des ouvriers de l'usine MZKT, où sont fabriqués des véhicules lourds, agricoles et militaires, pourtant dûment préparés et sélectionnés, l'ont conpués, le 17 août : « Pars ! Pars ! » Si même eux l'abandonnent, à quoi tient son pouvoir ? La réponse est simple : la chute de Loukachenko n'a, pour l'heure, été retardée que par le soutien

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200905-LM-0316013

de Moscou et la loyauté indéfectible des forces de sécurité.

Ses efforts pour reconquérir l'opinion ne passent plus. Sa lente agonie apparaît à la fois comme une caricature et un condensé de ce règne long de vingt-six ans. M. Loukachenko alterne la menace et la cajolerie. Il implore, s'oublie même, de cette voix étonnamment haut perchée qui est sa marque de fabrique. Devant un noyau de fidèles, grimpé sur un tracteur, il a promis de ne pas abandonner, « même après [s]a mort ... Même son habileté légendaire à naviguer entre Est et Ouest commence à ressembler au tour usé d'un presti digitateur auquel plus personne ne croit : ses accusations d'ingérence russe comme celles d'une invasion de l'OTAN ne suscitent plus que des haussements d'épaules. Pour autant, il serait réducteur de résumer la personnalité et la place singulière qu'aura occupée M. Loukachenko à cette figure de dirigeant aux abois, s'agitant face à des moulins à vent. Avec lui, c'est une époque qui se débat pour ne pas disparaître. Au-delà des dates et des records, le chef de l'Etat aura façonné un modèle à part, mélange de soviétisme rebattu et de populisme avant-gardiste.

On a souvent fait du dirigeant biélorusse un homme de la terre. Rien n'est moins vrai. Originaire de la région de Moguilev, orphelin de père, il fut bel et bien directeur d'un sovkhoze, une ferme collective, entre 1987 et 1990. L'un de ses faits d'armes est d'y avoir rossé de ses mains un tractoriste « paresseux ». Pour le reste, sa carrière fut celle d'un homme du sérail, un politique, au sein du Parti communiste ou dans l'encadrement idéologique des travailleurs.

En 1990, député du Conseil suprême de la République biélorusse, il rejoint le

groupe des « communistes pour la démocratie ». Peu connu du grand public, il s'impose lors de l'élection présidentielle de 1994 en se forgeant une image d'homme à poigne dévoué à la lutte contre la corruption, allant jusqu'à exhiber une mallette censée en contenir les « preuves ». Quelques jours avant le vote, il se prétend victime d'une tentative d'assassinat, la première d'une longue série d'affabulations.

Les éléments qui constitueront le socle de son modèle autoritaire et social s'agencent avec une étonnante célérité. Dès 1996, le jeune président change la Constitution à son profit, ajoutant deux ans à son mandat. En 1999 et 2000, trois de ses opposants les plus sérieux disparaissent coup sur coup, vraisemblablement assassinés.

Dans la région, ce durcissement autoritaire est banal. La singularité d'Alexandre Loukachenko est ailleurs : pendant que ses homologues vendent à leur population, au moins en paroles, la modernisation et l'ouverture au monde, M. Loukachenko assume un discours résolument passéiste. Dès 1995, il donne à la langue russe le statut de langue officielle au côté du biélorusse et rétablit un drapeau inspiré de la période soviétique.

La Biélorussie de Loukachenko se rêve en kolkhoze géant, en usine merveilleuse avec faucille et marteau au fronton. Ses emblèmes sont les tracteurs et les hauts-fourneaux. Autant que les mamelles de l'économie biélorusse, ils constituent à eux seuls une promesse idéologique. En vingt-six ans de règne, les journaux télévisés auront montré des centaines d'heures de ces visites du président aux ouvriers, aux paysans. Chacune d'elles est aussi l'occasion d'affirmer ce style bravache que les

Biélorusses apprécient, ces provocations volontiers machistes, égocentriques, pleines d'un bon sens supposé « paysan ». L'Allemagne nazie est pour lui un modèle de « république de type présidentiel ». Avant que Vladimir Poutine ne devienne maître en la matière, Alexandre Loukachenko s'est depuis longtemps fait une spécialité de ces séances publiques de remontrances des fonctionnaires.

Le dirigeant n'a pas retenu du soviétisme que son folklore. Il mène une politique sociale réellement protectrice, en particulier à l'égard des ouvriers. Les usines les moins rentables sont maintenues à flot par des subventions massives, l'emploi et les salaires sont garantis. Les campagnes et l'agriculture, elles, feront l'objet d'une réelle modernisation. Cela n'empêche pas la prévarication et la mainmise d'une petite caste au sommet de l'Etat, qui contrôle près des trois quarts de l'économie.

La Biélorussie est un pays rassurant, protégé des tourments du monde extérieur : l'ordre est maintenu, y compris avec la pratique de la peine de mort, les routes sont en meilleur état que dans le reste de la région, la corruption des élites y est moins importante que, par exemple, dans l'Ukraine voisine. Cette politique a deux corollaires. Le premier est le soutien de la Russie, qui subventionne massivement l'économie nationale, notamment grâce à un mécanisme de fourniture de pétrole à prix cassés, que les raffineries biélorusses revendent ensuite en Europe. La fin progressive de ce système aura d'ailleurs précipité la déchéance de l'autocrate, incapable de maintenir à flot son Etat social.

Le modèle de Loukachenko implique aussi une conduite parfaitement autori-

taire des affaires du pays. Le sommet de l'Etat est opaque, avec des rotations de cadres fréquentes, qui permettent de calmer les ambitions; le KGB, les services de sécurité sont tout-puissants et présents jusque dans les échelons les plus bas de la société; les médias sont mu selés, l'opposition est marginalisée et les élections truquées. En 2004, la limitation du nombre de mandats est supprimée : « Batka », le « papa » de la nation, peut devenir président à vie. L'année suivante, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice utilise une formule qui fera florès : Alexandre Loukachenko est « le dernier dictateur d'Europe ».

### Dans la main du Kremlin

Les premiers remous sérieux arrivent dans les années 2010. Il y a d'abord le scrutin présidentiel de décembre 2010, qui voit, à Minsk, des dizaines de milliers de personnes dénoncer des fraudes. Les forces de sécurité font preuve d'une brutalité sauvage, comparable à celle qui sera déployée en 2020. Les manifestants sont alors moins nombreux, peut-être moins lassés ils cèdent.

L'autre tournant de la décennie est la crise chez le voisin ukrainien révolution de Maïdan, que l'autocrate observe avec méfiance, et intervention russe avec l'annexion de la Crimée et la guerre fomentée par Moscou dans le Donbass. Le moment est menaçant, rappel de la position précaire qu'occupe Minsk sur l'échiquier régional. Vue de Moscou, la souveraineté de la Biélorussie est une chose encore plus factice que celle de l'Ukraine. Depuis des années, M. Loukachenko louvoie pour éviter une intégration plus poussée de son pays à la Russie, perspective qu'il a acceptée en signant un traité d'union, en 1999.

Ces troubles seront une chance inespérée pour M. Loukachenko. Ils semblent valider, aux yeux du peuple biélorusse, son obsession de la stabilité; leur président est bien le meilleur rempart face au chaos. Au niveau diplomatique, Minsk se donne de l'air : en prenant ses distances avec la politique agressive de Moscou, puis en s'imposant comme médiateur pour la question du Donbass, Alexandre Loukachenko regagne les faveurs de l'Ouest. En libérant ses derniers prisonniers politiques, il obtient une levée des sanctions européennes qui frappent son régime. Il attendra en vain, en revanche, les milliards qui pourraient sauver son régime de la faillite.

La vie est un éternel recommencement : les sanctions sont de retour à la faveur de cette crise, et M. Loukachenko a fini par se placer dans la main du Kremlin, sa vieille hantise. Tout plutôt qu'abandonner ou finir dans une villa de la banlieue de Moscou, à l'instar de son homologue ukrainien, Viktor Ianoukovitch.

En vingt-six ans de pouvoir, Alexandre Loukachenko a même fini par s'identifier à son pays. Avant sa disgrâce, il cherchait à imposer son fils Nikolaï comme un successeur potentiel, l'emmenant partout avec lui. Ce même Nikolaï qui accompagne désormais son père une arme à la main.

Depuis ses palais (on lui en attribue seize), il n'aura pas vu venir les transformations de la société biélorusse. Lorsqu'au printemps, il balaie la menace du coronavirus par ses boutades habituelles une maladie que l'on combat avec de la vodka, au volant d'un tracteur, il ne comprend pas que ses concitoyens ne rient plus. Depuis longtemps, ils surfent sur Internet, voyagent en Europe.

Quelques semaines plus tard, ceux qui le défient dans la rue ne peuvent être que des « drogués, des alcooliques et des chômeurs ».

Le 16 août, le jour où, pour la première fois, les Biélorusses sont sortis dans les rues, bravant une répression d'une brutalité extrême, galvanisés même par les images et les récits de tortures en prison, on l'a vu s'écrier, incrédule : « J'ai nourri ce pays de mon sein gauche ! Je lui ai donné mes meilleures années. » Peut-être, mais sans voir que ce pays avait changé sans lui demander la permission.

**LE FIGARO****Nom de la source**

Le Figaro

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

p. 9



Lundi 14 septembre 2020

Le Figaro • no. 23662 • p. 9 • 945 mots

## Valeri Tsepikalo : « Moscou doit obliger le président à parler à l'opposition »

Grynszpan, Emmanuel

**C**ANDIDAT charismatique exclu de la présidentielle du 9 août, fondateur de la « Silicon Valley biélorusse », Valeri Tsepikalo, 55 ans, a dû se réfugier le 24 juillet en Pologne. Diplôme de carrière, il fit longtemps partie du régime Loukachenko jusqu'à son passage surprise dans l'opposition cette année. Son épouse Veronica a mené la campagne avec la candidate Svetlana Tikhanovskaïa qu'il soutient, tout en conservant sa liberté de parole.

**LE FIGARO.- Vous avez longtemps travaillé au sein du régime Loukachenko. Quel est aujourd'hui l'état d'esprit dans l'élite ?**

Valeri TSEPKALO.- Nous n'avons pas d'élite à proprement parler en **Biélorussie**. Elle ne s'est jamais constituée parce que Loukachenko change sans cesse le personnel politique. En vingt-six ans, nous avons eu dix premiers ministres et cinq cents ministres. Il prend les gens et les jette à la poubelle. Il déracine tout le monde, en particulier ceux qu'il voit devenir compétents. C'est sa tactique pour conserver le pouvoir, afin qu'aucune forme de contre-pouvoir n'émerge jamais.

**Loukachenko refuse d'engager le moindre dialogue avec l'opposition, il ne parle plus aux Occidentaux. Qui**

**peut faire office d'intermédiaire ?**

La médiation est impossible. Il est incapable de faire le moindre compromis. D'où les résultats électoraux monstrueux, la falsification au-delà du raisonnable. Il aurait pu se contenter de dessiner le chiffre de 57 %, mais non, il lui fallait un chiffre écrasant et monstrueux de 81 % pour montrer à la société qu'il est un leader absolu. C'est dans sa mentalité. C'est ce monstrueux mensonge qui a poussé les Biélorusses dans la rue.

**Un expert a émis l'hypothèse que l'opposition avait commis une erreur au départ, en menaçant de représailles les siloviki (structures de sécurité), qui semblent aujourd'hui être le dernier pilier du régime.**

Non, il n'y a jamais eu de menaces de notre part contre les siloviki. Elles ne sont venues qu'après la vague de répression (*qui a suivi le scrutin, NDLR*). Pour Loukachenko, l'idée était de plonger leurs mains dans le sang pour qu'ils ne puissent plus revenir en arrière.

**Que pensez-vous de la tactique de résistance passive prônée par l'opposition sur certains réseaux : ne pas payer ses impôts, acheter des devises, boycotter les entreprises d'État, ou arracher leurs masques aux policiers pour les identifier ?**

© 2020 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200914-LF-832x20x2536644656



Nous soutenons toutes ces tactiques de résistance non violente. Les choses vont évoluer sur plusieurs mois, comme pour Solidarnosc (en Pologne, au début des années 1980). Il y aura inévitablement un grand passage à vide. Mais regardez la Pologne aujourd'hui, elle a su rebondir. C'est l'un des pays les plus développés d'Europe. Il faut affaiblir les fondations économiques du régime au point qu'il ne puisse plus rémunérer ses policiers, beaucoup plus nombreux que les professeurs d'université !

**Vous êtes un diplomate formé au MGIMO, une école de l'élite russe. Avez-vous encore des contacts avec Moscou qui assure n'avoir aucun lien avec l'opposition biélorusse ?**

Nous n'échangeons plus qu'à travers des lettres ouvertes... La Russie doit mûrir pour parler avec l'opposition au lieu de s'enfermer dans un soutien aux dictateurs. Elle doit obliger Loukachenko à dialoguer avec l'opposition. Si la Russie le soutient aujourd'hui, c'est parce qu'en diplomatie, on n'effectue pas de virages à 180 °. Ce virage sera effectué tôt ou tard, parce que Moscou sait qu'elle doit avoir de bons rapports avec le peuple biélorusse et pas avec Loukachenko.

**La révolte vise Loukachenko, sans revendications géopolitiques, à la différence du Maïdan ukrainien. Mais le fait que Moscou le soutienne, alors que les Occidentaux se montrent solidaires de l'opposition, ne risque-t-il pas d'abîmer les liens avec la Russie ?**

Quel que soit le comportement des dirigeants russes, la personne qui remplacera Loukachenko n'aura d'autre choix que de dialoguer et d'avoir de bonnes relations avec la Russie. Il ne s'agit pas que d'économie. La proximité

culturelle entre nos deux pays est trop profonde.

**Cette proximité n'était pas moindre dans le cas de l'Ukraine. Or, les deux pays se tournent le dos aujourd'hui...**

Je ne peux pas être certain à 100 % que cela n'arrivera pas. Mais si cela dépendait de moi, je veillerais à développer les liens avec la Russie. Il serait stupide de se priver d'un tel allié. Cela n'empêche en rien de développer nos relations avec l'Occident, avec lequel nous partageons les valeurs démocratiques. Nous ne voulons pas pour autant entrer dans l'UE, ni dans l'Otan. En tout cas, c'est ma position.

**Lundi, MM. Loukachenko et Poutine se rencontrent à Sotchi. Beaucoup craignent que la Russie puisse profiter de la faiblesse du régime pour grignoter sa souveraineté...**

Ce risque est exagéré. Ce serait problématique pour la Russie à cause de la réaction négative de la population, mais aussi d'un point de vue juridique. Il faut d'abord restaurer la stabilité et seulement dans un second temps, construire des plans à long terme. La Russie a plutôt intérêt aujourd'hui à réparer ses relations avec l'Occident. Si Loukachenko reste au pouvoir, l'économie sera détruite et il y aura un exil massif de la population. Le pays perd déjà 45 000 personnes par an, mais ce sera bien pire.

**Que pensez-vous de l'attitude de Paris et de Berlin qui préfèrent « garder des canaux de communication ouverts » avec Loukachenko, plutôt que d'imposer des sanctions ?**

Ils pensent encore qu'en appelant Loukachenko au téléphone, ils pourront

le convaincre de quitter le pouvoir. C'est une grosse erreur. Il faut absolument imposer des sanctions personnelles visant les responsables de la falsification des élections et des violations des droits humains. L'Occident devrait révéler au grand jour par quels intermédiaires l'argent de Loukachenko est dérobé et blanchi, et à quelle échelle. Ces révélations permettront de convaincre les fonctionnaires qui le soutiennent encore. Ce serait un coup de grâce qui précipiterait la fin du régime.

**LE FIGARO****Nom de la source**

Le Figaro

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

Lundi 21 septembre 2020

Le Figaro • no. 23668 • p. 19 • 1515 mots

CHRONIQUE

## Quel avenir pour la Biélorussie ?

Avec la contestation à Minsk, c'est aussi l'équilibre géopolitique entre l'espace post-soviétique, dominé par la Russie, et l'Ouest, qui est en jeu.

*Barluet, Alain*

p. 19



François BOUCHON/Le Figaro

**E**UROPE DE L'EST Des dizaines de milliers de personnes continuent de défiler dans les rues de Minsk et des principales villes de Biélorussie, malgré la répression qui s'accroît et le refus d'Alexandre Loukachenko d'ouvrir tout dialogue avec l'opposition. Malgré l'incertitude qui prévaut quelques hypothèses d'avenir peuvent être esquissées.

Une transition politique est-elle amorcée ?

Non, rien n'indique pour le moment un dépassement du statu quo auquel on assiste en Biélorussie : d'un côté des manifestations qui se poursuivent, massivement chaque dimanche, de l'autre un pouvoir, incarné par Alexandre Loukachenko, qui a accru la répression, décapité l'opposition, sans donner aucun signe d'ouverture. « Loukachenko n'a pas l'intention de céder la place. Son but stratégique n'a pas changé : il veut garder le pouvoir jusqu'à la fin de sa vie et le passer à son héritier (son fils Kolia, 16 ans, NDLR) », estime Andreï Souzdaltsev, professeur à la haute école de l'économie de Moscou. Selon ce spécialiste de la Biélorussie, son chef de l'État cherche à gagner du temps et vise le pourrissement de la contestation. « Il fait traîner les choses, évoque une réforme constitutionnelle, sans la propos-

er vraiment », ajoute M. Souzdaltsev. La Russie, très embarrassée par cette crise qui menace de déstabiliser un pays-tampon avec l'Ouest, appuie officiellement une réforme constitutionnelle. « Moscou n'est pas contre le départ de Loukachenko mais ne veut pas que cela s'accompagne d'une révolution », ajoute ce spécialiste. « Nous sommes dans une situation révolutionnaire, où deux groupes revendiquent l'autorité de l'État, mais sans issue révolutionnaire, débouchant sur un changement de système », note Alexandra Goujon, maître de conférences à l'université de Bourgogne, citant les catégories du sociologue américain Charles Tilly. Selon elle, ce rapport de force peut durer, éventuellement évoluer vers une confrontation violente, et son issue reste totalement imprévisible. « Pour Moscou, le scénario idéal serait une stabilisation de la situation par Loukachenko, sans effusion de sang, suivie d'une transition du pouvoir sans heurt, et coordonnée avec le Kremlin, vers un modèle plus horizontal », estime le politologue biélorusse Artiom Chraïbman, expert au centre Carnegie de Moscou. « Mais même « cornerisé », Loukachenko va négocier. Au lieu de faire des concessions, il se posera en sauveur vis-à-vis

© 2020 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 3 octobre 2020 à UNIVERSITE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200921-LF-832x20x2859749305

du Kremlin, face à une « révolte anti-russe » et aux chars de l'Otan », ajoute-t-il.

Qui pour incarner

une transition ?

La question, actuellement sans réponse, a sans doute été évoquée lors des entretiens qu'ont eus Poutine et Loukachenko, lundi dernier à Sotchi. Mais du côté de la contestation, aucune figure ne s'est imposée. C'est un atout pour un mouvement massif « venu d'en bas » mais surtout une grande faiblesse, expliquée par l'histoire du pays . « À la différence de ce qui s'est passé en Ukraine, Loukachenko a longtemps proscrié tout dialogue. Toute émergence d'une opposition légale dans l'espace public était immédiatement brisée » , relève l'universitaire Alexandra Goujon. Sauf que, contrairement aux précédents scrutins, ajoute-t-elle , « le pouvoir a cette fois laissé émerger une figure nouvelle, Svetlana Tikhanovskaïa, qui malgré de fortes contraintes a pu faire campagne et qui a cristallisé le mécontent » . L'ancienne professeur d'anglais, qui a repris le flambeau de son mari emprisonné, a été rapidement éliminée de la scène et contrainte à l'exil en Lituanie, comme les autres têtes d'affiche du mouvement. L'opposition s'avère inconsistante, affirme Kirill Koktych, professeur à l'Institut des relations internationales de Russie. Selon lui, le comité de coordination de l'opposition « n'a pas fait de propositions constructives, hormis le départ de Loukachenko, et cela aboutit à une situation où aucune des parties ne peut accepter le compromis » . Certains ont relevé des clivages entre les personnalités du mouvement : Svetlana Tikhanovskaïa s'est nettement opposée au processus de réforme constitution-

nelle évoquée par Loukachenko et a jugé « sans base légale » toute décision qu'il prendrait avec la Russie. Un registre plus radical que celui de Maria Kolesnikova, l'opposante arrêtée le 8 septembre à la frontière avec l'Ukraine. Ancienne directrice de campagne de Viktor Babaryko, ex-banquier lié à Gazprom et philanthrope influent, incarcéré depuis juin dernier, Mme Kolesnikova a annoncé le mois dernier la création d'un nouveau parti. Un profil à suivre... Difficile de prédire quelle figure émergera, si la transition s'amorce. « La peur est tombée, les marges de manœuvre laissées par un régime gagné par l'usure sont devenues trop étroites » , relève Alexandra Goujon, de l'université de Bourgogne. « Peut-être la répression entrainera-t-elle une diminution du nombre de manifestants, mais le mécontentement va grandir, jusqu'à la prochaine brèche » , dit-elle.

L'intégration

à la Russie est-elle inéluctable ?

Non, même si les liens resteront étroits. On prête à Poutine la volonté de relancer le vieux projet d' « union » entre les deux pays, actuellement au point mort, et de profiter des difficultés de Loukachenko, pour accélérer le processus. « À Sotchi, la semaine dernière, Poutine a soutenu le projet de changer la constitution biélorusse dont parle Loukachenko, ce qui supposerait d'y inscrire cette union » , relève Alexeï Venediktov, le rédacteur en chef de la radio Écho de Moscou. « Il est trop tôt pour dire si l'intégration est en cours » , complète Alexandra Goujon. Quoique sans affinités personnelles, Loukachenko et Poutine partagent une même conception géopolitique, vis-à-vis de l'Ouest notamment. La dépen-

dance économique de Minsk vis-à-vis du grand voisin russe est forte. En vingt ans, Moscou a fourni une aide de plus de 130 milliards de dollars. L'implantation d'une base militaire fait partie des priorités de la Russie. Mais celle-ci ne peut pas tout, comme le prouve cette nouvelle crise qu'elle n'a pu empêcher. « Si Loukachenko parvient à surmonter cette phase aiguë et reste en place, Moscou aura à doser avec soin la carotte et le bâton, un travail sans doute trop fin pour le Kremlin et dont les exemples sont peu nombreux dans l'espace post-soviétique » , estime Artiom Chraïbman, du centre Carnegie. Par ailleurs, selon lui, « tout accord entre les deux pays qui limiterait la souveraineté de la Biélorussie ne serait sans doute pas reconnu par l'Ouest. Le protectorat biélorusse risquerait alors de devenir une grande Crimée, visée par des sanctions commerciales et coupée des investissements mondiaux... »

Quelles relations avec l'Ouest ?

C'est l'un enjeux majeurs de cette crise. Pour Poutine, tout rapprochement avec l'UE et l'Otan est une ligne rouge, une ligne de défense sur laquelle Loukachenko s'érige en rempart. Mais en face, l'opposition, à l'instar de la « révolution de la dignité en Ukraine, porte les valeurs européennes, même si l'Union européenne est vue non en termes d'adhésion mais de modèle » , souligne Alexandra Goujon. L'UE n'a pas reconnu le résultat de la présidentielle et garde sous le coude des sanctions. Les principaux dirigeants de l'opposition se trouvent dans l'UE, notamment en Lituanie et en Pologne, véritable tête de pont de la contestation - d'où elle est « téléguidée » , via Telegram, affirme même le camp pro-russe. « La Pologne est intéressée par toutes les op-

tions extrêmes : le renversement de Loukachenko, mais aussi l'absorption de la Biélorussie par la Russie , va jusqu'à affirmer le professeur Kirill Koktych. Dans les deux cas, Varsovie serait la principale « place d'armes » de la politique occidentale sur cette question... » Pour Poutine, « c'est l'union eurasiatique qui est en jeu en Biélorussie, c'est-à-dire une offre concurrente à l'UE pour les pays de l'ex-URSS » , pointe Alexandra Goujon. Et de fait, poursuit-elle , « le jour où il y aura des élections libres et un État de droit, l'UE aura tout intérêt à avoir un dialogue avec une Biélorussie démocratique, dans le cadre de sa politique de voisinage » .

L'économie biélorusse peut-elle se réformer ?

Le chantier est inéluctable tant le modèle semble à bout de souffle. « L'économie est fondée sur une structure quasi oligarchique, une sorte de corporation d'État (83 % des entreprises). Tout est géré par Loukachenko. Ces entreprises de type soviétique ont besoin d'investissements mais ils font défaut » , développe le professeur Souzdaltsev, de la haute école de l'économie. L'industrie du numérique progresse depuis cinq ans (6,5 % du PIB) mais c'est une « niche » fragile. « On peut supposer que, s'il y a transition politique, il y aura transition économique même si on ne peut pas prédire aujourd'hui le degré de libéralisation du système » , relève Alexandra Goujon. « Je ne crois pas à une réforme par les autorités actuelles » , estime Dmitri Kruk, du centre de recherche économique Beroc, à Minsk . « En l'absence de transition politique, la crise économique sera longue et profonde » , juge-t-il. Dans le cas où interviendrait, une transition, ce chercheur

entrevoit des « problèmes graves à court terme, sur cinq six mois » . En revanche, à moyen et long terme, une fois réduits les « distorsions » accumulées sous Loukachenko, Dmitri Kruk fait le pronostic d'une économie en croissance de 6 à 7 % par an, dopée notamment par la qualité de la main-d'oeuvre. « Il n'y aura pas de vaste programme de privatisations » , précise pour sa Kirill Koktych, de l'institut international de Russie. « On verrait alors des investisseurs extérieurs s'emparer d'entreprises biélorusses, - par exemple, le constructeur d'engins de chantiers Caterpillar rachetant Belaz -, ce qui signifierait la mort de ces entreprises locales » , dit-il. Les capitaux russes sont également à l'affût. Ce pourquoi « les privatisations ne seront pas la priorité numéro un » , envisage Dmitri Kruk, sans exclure, à terme, le passage du secteur pétrolier et des raffineries, sous capitaux privés.

**Note(s) :**

[abarluet@lefigaro.fr](mailto:abarluet@lefigaro.fr)